



ETF - RAPPORT ANNUEL 2003

TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction.....	4
1.1.	Rôle de la Fondation européenne pour la formation (ETF).....	4
1.2.	Structure de la Fondation.....	5
1.3.	L'évaluation et l'assurance qualité de la Fondation.....	5
1.4.	Développement de la Fondation.....	6
2.	Les activités de la Fondation en 2003.....	7
2.1.	La région méditerranéenne.....	7
2.1.1.	Soutien à la Commission.....	7
2.1.2.	Collecte et analyse d'informations.....	9
2.1.3.	Activités de développement.....	9
2.2.	Balkans occidentaux.....	10
2.2.1.	Soutien à la Commission.....	10
2.2.2.	Collecte et analyse d'informations.....	10
2.2.3.	Activités de développement.....	10
2.3.	L'Europe de l'Est et l'Asie centrale.....	11
2.3.1.	Soutien à la Commission.....	11
2.3.2.	Collecte et analyse d'informations.....	12
2.3.3.	Activités de développement.....	12
2.4.	Les pays candidats.....	13
2.4.1.	Soutien à la Commission.....	13
2.4.2.	Collecte et analyse d'informations.....	14
2.4.3.	Activités de développement.....	14
2.5.	Assistance technique au programme Tempus.....	14
2.5.1.	Sélection des projets européens communs Tempus CARDS, Tacis et MEDA.....	15
2.5.2.	Sélection des mesures structurelles et complémentaires Tempus CARDS, Tacis et MEDA.....	15
2.5.3.	Sélection des bourses de mobilité individuelle Tempus CARDS, Tacis et MEDA ..	15
2.5.4.	Suivi.....	15
2.5.5.	Développement informatique.....	16
2.5.6.	Informations et publications.....	16
2.5.7.	Activités spéciales.....	17

3.	Coopération avec d'autres agences	17
4.	Rapport financier	18
4.1.	Sources de financement.....	18
4.2.	Exécution du budget.....	18
4.3.	Retour sur investissements	19
4.4.	Approvisionnement.....	19
4.5.	Systèmes financiers et de gestion.....	20
4.6.	Rapport du directeur sur les contrôles internes et les résultats des vérifications ex post.....	20
5.	Personnel	20
5.1.	Dotation en personnel et organigramme	20
5.1.1.	Agents temporaires	20
5.1.2.	Tableau A: Nombre d'agents temporaires en place au 31 décembre 2003 (par catégorie et nationalité)	20
5.1.3.	Tableau B: Modifications du profil de dotation en agents temporaires en 2003.....	21
5.1.4.	Tableau C: Aperçu du recrutement des agents temporaires en 2003.....	21
5.1.5.	Tableau D: Nombre et type d'autres membres du personnel employés par la Fondation fin 2003.....	21
5.2.	Initiatives relatives au personnel	21
6.	Conseil de direction et collège consultatif	22
6.1.	Conseil de direction	22
6.2.	Collège consultatif	23
	ANNEXE 1: Demandes de la Commission.....	24
	ANNEXE 2: Organigramme.....	35
	ANNEXE 3: Retour sur investissements	35
	ANNEXE 3: Retour sur investissements	36
	ANNEXE 4: Tableau des ressources budgétaires et non budgétaires en 2003.....	44
	ANNEXE 5: Rapport du directeur sur les contrôles internes et les résultats des vérifications ex post.....	45
	ANNEXE 6: Tableau des conventions Phare et Tacis pour 2003	49

ANNEXE 7: Tableau d'assistance technique au programme Tempus 2003.....	50
ANNEXE 7A: Tableau des bourses accordées à Tempus 2003	53
ANNEXE 8: Membres du conseil de direction de la Fondation en 2003	56
ANNEXE 9: Glossaire des codes pays	59
ANNEX 10: Glossaire des acronymes et abréviations	60

Fondation européenne pour la formation

Rapport annuel 2003

1. INTRODUCTION

1.1. Rôle de la Fondation européenne pour la formation (ETF)

La Fondation européenne pour la formation (ETF) est l'agence de l'UE spécialisée dans la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels dans les sociétés et les économies de transition, dans le contexte des programmes de relations extérieures MEDA, CARDS, Tacis et Phare de l'Union européenne.

Le travail de la Fondation dans le cadre de ces programmes apporte un soutien à la Commission européenne en facilitant la réforme de la formation professionnelle dans les pays et territoires partenaires. La Fondation encourage également l'accès à l'expertise et aux pratiques européennes en matière de développement des ressources humaines en général et, le cas échéant, aux processus de Copenhague et de Lisbonne et à la stratégie européenne de l'emploi.

Les activités concernent quatre groupes de pays répartis sur trois continents: les partenaires méditerranéens¹; les pays des Balkans occidentaux²; l'Europe de l'Est et l'Asie centrale³ et les futurs États membres⁴ de l'Union européenne.

En sa qualité de centre d'expertise pour le développement de la formation et des compétences dans le contexte de l'aide extérieure de l'UE aux pays tiers, la Fondation apporte:

- une compréhension pratique de l'évolution de l'enseignement professionnel, de la formation et de l'emploi dans l'UE et les pays en voie de transition;
- des connaissances approfondies des conditions, besoins et acteurs clés spécifiques des pays partenaires; et,
- la compréhension des politiques d'aide extérieure de l'UE, des programmes et des stratégies nationales.

¹ Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Israël, Autorité palestinienne, Liban, Syrie, Turquie, Chypre et Malte. Les trois derniers pays sont de futurs États membres de l'Union européenne et sont, en cette qualité, couverts par les activités de la Fondation pour les futurs États membres (voir 4 ci-dessous).

² Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, République fédérale de Yougoslavie, ancienne République yougoslave de Macédoine

³ Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldova, Fédération de Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan et Mongolie

⁴ Pays précédemment désignés comme candidats à l'adhésion: Bulgarie, République tchèque, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovénie et Turquie

Elle fournit ainsi des services à cinq directions générales de la Commission européenne (DG Relations extérieures; DG Élargissement; Office de coopération EuropeAid; DG Emploi et affaires sociales et DG Éducation et culture, qui est la direction générale de tutelle de la Fondation). Des services sont également fournis aux délégations de la CE dans les pays partenaires et à l'Agence européenne pour la reconstruction. Une liste détaillée des demandes de services et d'aide de la Fondation de la Commission en 2003 figure à l'annexe 1.

1.2. Structure de la Fondation

Le conseil de direction de la Fondation (voir chapitre 6) est présidé par le directeur général de la DG Éducation et culture et composé de représentants des États membres et de la Commission européenne. Des représentants des pays adhérents et candidats assistent aux réunions du conseil de direction en tant qu'observateurs. Le conseil de direction approuve le programme de travail et le budget annuels de la Fondation et est également consulté sur des questions relatives à la conduite et à la gestion stratégiques de la Fondation.

Le conseil de direction est assisté par le collège consultatif, un organe comptant plus de 100 experts en formation professionnelle issus d'États membres, des pays partenaires, des organisations de partenaires sociaux et d'autres organisations internationales. Le rôle principal du collège consiste à fournir à la Fondation et à son conseil de direction des conseils relatifs à la préparation du programme de travail annuel de la Fondation. Le collège sert également de réseau d'échange permettant de partager, entre des pays en voie de transition et avec eux, de bonnes pratiques dans le domaine des politiques et de la réforme de la formation professionnelle. Les activités du collège consultatif en 2003 sont décrites sommairement au chapitre 6.

Le directeur de la Fondation est placé sous l'autorité directe du conseil de direction et préside le collège consultatif. En 2003, il a été assisté par environ 100 agents temporaires pour la mise en œuvre du programme de travail basé sur le budget de la Fondation. Ce budget s'élevait à 17,2 Mio EUR pour l'année en question.

La Fondation est organisée sur une base géographique. Trois départements prennent en charge les futurs États membres et les Balkans occidentaux, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ainsi que la région méditerranéenne. Un département distinct fournit une aide technique à la Commission pour la mise en œuvre du programme Tempus. À la base de toutes les opérations de la Fondation se trouve le département Administration et services centraux, qui fournit un support technique et administratif à l'organisation dans son ensemble. L'annexe 2 présente l'organigramme de la Fondation au 31 décembre 2003.

1.3. L'évaluation et l'assurance qualité de la Fondation

Comme le requiert le règlement (CE) n°1572/98 relatif à la Fondation et avec l'aide d'experts extérieurs, la Commission européenne a entrepris une évaluation trisannuelle de l'efficacité et du rendement de la Fondation pour la période 1997-2002. En mai 2003, la Commission a présenté les résultats de cette procédure dans une communication adressée au Parlement européen, au Conseil ainsi qu'au Comité des affaires sociales et économiques (COM (2003) 287). La Fondation a rédigé un plan d'action (2003-2005) en réponse à la communication de la Commission, qui

souligne des actions systématiques sur les recommandations de la Communication et assure un suivi régulier des résultats.

Un document de politique générale pour le suivi et l'évaluation de la Fondation sur la période 2004-2006 a été approuvé en décembre 2003. Celui-ci introduit de nouveaux types d'évaluation, tels que ceux basés sur des pays et sur des thèmes. Il réunit également plusieurs activités et outils d'évaluation et de suivi déjà utilisés dans la Fondation, offrant ainsi une large base pour de nouveaux développements dans ce domaine, qui seront détaillés dans les programmes de travail annuels en matière de suivi et d'évaluation. La conception et la fonctionnalité des bases de données de suivi existantes ont été améliorées tout au long de 2003.

1.4. Développement de la Fondation

Le contexte dans lequel agit la Fondation évolue rapidement, tant en ce qui concerne la nature des services demandés par la Commission européenne qu'en ce qui concerne les besoins et les aspirations des pays partenaires. En outre, des thèmes clés, relatifs à la formation professionnelle, aux conditions du marché du travail et aux facteurs culturels continuent à évoluer rapidement, en particulier dans les économies de transition.

Consciente du défi que représente l'anticipation de ces développements, la Fondation a continué, en 2003, de mener à bien le processus de changement entamé en 2001. Cela l'aide à répondre plus efficacement au nombre croissant de demandes de soutien émanant de services de la Commission: en particulier l'Office de coopération EuropeAid, l'Agence européenne pour la reconstruction (EAR), les délégations dans les pays partenaires et les pays partenaires eux-mêmes. Parmi les actions entreprises par la Fondation, citons notamment:

- l'instauration d'une unité Communications extérieures, la transformation du site web de la Fondation et l'amélioration de l'image de marque de la Fondation;
- l'obtention de l'accord du conseil de direction pour les Perspectives à moyen terme de la Fondation 2004-2006, qui souligne les principales lignes directrices pour le développement de la Fondation et définit le cadre prévu pour les ressources humaines et budgétaires de la Fondation;
- la conception et la mise en œuvre d'un programme de développement visant à améliorer les compétences de la Fondation en matière de gestion;
- la nomination d'un Agent responsable du développement des ressources humaines, la mise en place des coordinateurs de formation au niveau des services/unités et l'augmentation du budget de formation;
- la mise en œuvre d'un système d'évaluation des performances qui identifie les opportunités d'améliorations individuelles;
- la mise en œuvre du nouveau règlement financier.

2. LES ACTIVITES DE LA FONDATION EN 2003

Cette partie décrit brièvement les activités réalisées par la Fondation en 2003. Par souci de cohérence avec le programme de travail 2003, ces activités sont classées sous trois intitulés: soutien à la Commission, collecte et analyse d'informations et activités de développement.

2.1. La région méditerranéenne

2.1.1. Soutien à la Commission

En 2003, la Fondation a continué d'assurer des services de conseil d'experts à la Commission européenne en lui fournissant:

- un soutien pour la conception d'un projet CE et le lancement de deux autres projets dans le domaine de la formation professionnelle et du marché du travail; et,
- des informations de base pour contribuer aux futurs plans de la CE dans la région concernant la formation professionnelle, le développement des compétences et la résolution des problèmes liés au marché du travail.

La première forme de soutien a été fournie principalement à l'Office de coopération EuropAid et aux délégations de la CE suite au processus de déconcentration. La seconde forme de soutien a profité à un éventail plus large de services de la CE, y compris la DG Relations extérieures, la DG Éducation et culture et d'autres DG. Outre la Commission, des institutions nationales parties prenantes, des décideurs politiques et des agences donatrices bilatérales et internationales ont bénéficié, directement ou indirectement, des activités de la Fondation au cours de 2003.

Le soutien de la Fondation aux services de la Commission européenne en 2003 peut être résumé de la manière suivante:

- la Fondation a apporté son assistance aux phases initiales du lancement des programmes MEDA dans la réforme de la formation professionnelle au Maroc et en Égypte, qui avait démarré en 2002. Elle a fourni les termes de référence nécessaires et les autres documents demandés par les délégations de la CE pour assurer un lancement immédiat et sans heurt des programmes. La Fondation a également mené à bien les phases d'identification et de faisabilité d'un programme MEDA de modernisation de la formation professionnelle en Syrie;
- la Fondation a terminé la synthèse analytique de la situation des systèmes tunisien et égyptien de formation professionnelle et de marché du travail; ces études ont été axées en particulier sur le rôle de la formation professionnelle dans le contexte plus large du marché du travail et sur les questions institutionnelles connexes;
- suite à une demande de l'Office de coopération EuropeAid, la Fondation a également effectué une recherche documentaire sur le développement de la formation et des ressources humaines dans le contexte du développement local. Celle-ci a débouché sur un certain nombre de produits parmi lesquels:

un inventaire des activités prévues et en cours soutenues par l'UE, avec une composante du développement local dans plusieurs pays MEDA; et un examen du cadre institutionnel pour le développement local en Jordanie et en Algérie, couvrant des questions telles que les niveaux de décentralisation/déconcentration, l'identification des domaines de responsabilité, les acteurs clés, les parties prenantes et le financement;

- en réponse à une autre demande de l'Office de coopération EuropeAid, la Fondation a aidé le gouvernement du Yémen à développer une stratégie de réforme de la formation professionnelle. La Fondation a également fourni des conseils pour la réorientation du programme de la CE «Renforcement des domaines prioritaires de la formation professionnelle» au Yémen;
- le renforcement des capacités dans les pays partenaires est un élément important du travail de la Fondation. En décembre 2003, la Fondation a achevé son projet de soutien technique pour l'introduction d'un programme pilote d'apprentissage en Syrie dans le droit fil de la stratégie de la délégation de la Commission européenne. Cette initiative pilote est un banc d'essai pour une réforme de plus grande envergure et fournit une bonne base pour la conception du vaste programme MEDA de modernisation de la formation professionnelle mentionné ci-dessus. Les autorités syriennes ont demandé une extension du soutien technique de la Fondation en 2004 pour faire la jonction jusqu'au démarrage du nouveau programme MEDA;
- dans le cadre de son assistance à la DG Relations extérieures pour le développement du dialogue politique entre l'UE et les pays partenaires, la Fondation a effectué une étude sur l'*e-learning* (apprentissage électronique) en Israël. Des actions de suivi sont actuellement envisagées par les services de la CE et la Fondation;
- la Fondation a aidé la DG Éducation et culture à organiser une conférence de diffusion à Turin sur le thème «Innovation dans la formation professionnelle». Tout en encourageant le dialogue entre l'UE et les partenaires méditerranéens, la manifestation a permis l'échange d'informations entre les pays de l'UE et les pays partenaires Med concernant l'innovation et les bonnes pratiques dans la formation professionnelle, notamment à travers l'utilisation des résultats du programme Leonardo da Vinci et des initiatives régionales. Plus de 100 personnes ont assisté à la conférence, parmi lesquelles des directeurs généraux de la formation professionnelle, des représentants des universités et organismes de formation professionnelle, des partenaires sociaux et des ONG.

La Fondation a également été invitée par l'Office de coopération EuropeAid à assister à deux ateliers thématiques pour les délégations communautaires sur l'enseignement et la formation professionnels et l'évaluation des ressources humaines dans le contexte du développement local. Ces deux ateliers se dérouleront début 2004.

2.1.2. Collecte et analyse d'informations

L'objectif global du développement de la fonction d'observatoire est d'accroître les différentes capacités des partenaires Med en matière de collecte, d'analyse et de prévision des besoins en formation, en particulier par la mise en réseau de structures nationales existantes. Suite à un exercice d'inventaire mené en 2002, la Fondation s'est concentrée en 2003 sur le développement d'actions pertinentes de création de capacités, adaptées au cadre institutionnel des pays concernés.

Dans la région du Mashrek, la Jordanie et la Syrie ont été impliquées dans de telles actions. Il convient de noter qu'une étroite coopération s'est établie entre ces deux pays et que l'expérience jordanienne s'est avérée utile dans le contexte syrien. Dans la région du Maghreb, les actions ont été principalement axées sur le Maroc où, à la demande du pays, le soutien de la Fondation a été consacré à des secteurs économiques spécifiques. Le soutien aux trois pays ci-dessus se poursuivra en 2004.

Les actions de collecte d'informations soulignées ci-dessus ont été soutenues par un financement bilatéral de l'Italie.

2.1.3. Activités de développement

Les activités de développement de la Fondation visent à contribuer à l'élaboration des connaissances de la Fondation sur les différents aspects des processus de réforme de la formation professionnelle, mais se sont aussi avérées intéressantes pour un public plus large. Par exemple, les analyses de la formation initiale et continue des enseignants et formateurs réalisées par le passé, ont été présentées et diffusées à l'occasion de plusieurs conférences et forums internationaux.

S'agissant des activités de développement en 2003, la Fondation s'est efforcée de consolider les résultats des analyses de la formation continue dans la région du Maghreb. Suite à une demande des autorités marocaines, la Fondation a entrepris une analyse de l'impact de la formation continue sur les performances des entreprises marocaines. Le cadre méthodologique de cet exercice complexe mais stimulant a été conçu en 2003 et l'activité se poursuivra tout au long de 2004 et 2005.

Sur la base de la méthodologie élaborée en 2002 et en coopération avec la Banque mondiale, la Fondation a effectué une série d'études sur la réforme de la formation professionnelle dans les pays méditerranéens. Les premiers pays pris en compte par les études sont l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Tunisie. Les chercheurs se penchent sur un certain nombre de questions souvent négligées, telles que la gouvernance et le financement, la participation du secteur privé et des partenaires sociaux dans la gestion, l'offre de formation et sa qualité, ainsi que le développement des compétences dans le secteur informel.

2.2. Balkans occidentaux

2.2.1. Soutien à la Commission

La Fondation a continué de s'impliquer activement dans la conception et le contrôle du contenu des projets CARDS dans tous les pays de l'Europe du sud-est. Par exemple, en Bosnie-Herzégovine, une évaluation des besoins en formation des PME a été effectuée dans le cadre des projets CARDS pour les PME. Conjointement avec la DG Emploi, la Fondation a organisé une réunion pour la mise en œuvre de la charte PME signée par tous les pays d'Europe du sud-est.

En Croatie, un soutien a été apporté à la mise en œuvre des projets CARDS 2001/2002 sur la restructuration de la formation professionnelle et du marché du travail. Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Fondation a participé à deux évaluations d'appels d'offres des projets CARDS 2002 sur le développement des ressources humaines et la réforme de la politique de l'emploi. Au Kosovo, la Fondation a soutenu la réforme de la formation professionnelle et les projets de classification professionnelle et a donné des conseils sur les termes de référence pour le projet CARDS 2003 sur le développement des ressources humaines. La Fondation a également émis des commentaires sur les rapports de mise en œuvre et d'avancement en Serbie et au Monténégro.

Une mission de surveillance a été entreprise avec l'Agence européenne pour la reconstruction (EAR) pour le projet CARDS 2002 sur le développement des ressources humaines pour les chômeurs en Serbie. Toujours en Serbie, la Fondation a participé à l'évaluation des appels d'offres pour le projet CARDS 2003 de réforme de la formation professionnelle et à une mission d'identification de projets pour le programme CARDS 2004 sur l'emploi.

La Fondation a contribué aux nouveaux Programmes indicatifs pluriannuels de la CE 2005-2006 et au rapport annuel du processus de stabilisation et d'association, et a publié le premier numéro d'une série de bulletins d'information trimestriels sur les activités de la Fondation dans les Balkans occidentaux.

En avril, une réunion a été organisée en vue d'évaluer l'expérience de la première série d'examens par des pairs; la deuxième série du même exercice a débuté en Bosnie-Herzégovine et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

2.2.2. Collecte et analyse d'informations

De nouveaux contrats cadres ont été signés avec les organisations hôtes agissant en qualité d'observatoires, et des plans de travail ont été convenus. Les observatoires ont amélioré la qualité de leurs rapports et présenté des rapports plus concis et ciblés à l'automne 2003. Les observatoires ont également été impliqués dans la préparation des projets de développement mentionnés ci-dessous.

2.2.3. Activités de développement

Après une série de séminaires de consultation organisés avec les acteurs nationaux sur un projet concernant les stratégies d'éducation des adultes et un atelier réunissant des experts nationaux et internationaux à Turin en avril, la Fondation a

lancé le développement des stratégies d'apprentissage des adultes en Croatie, en Serbie, au Monténégro et au Kosovo. Dans chacune des quatre entités, une équipe nationale chargée de la stratégie d'apprentissage des adultes a été mise en place afin de réunir un vaste éventail de parties prenantes. Le processus implique de faire l'inventaire et l'évaluation des points forts et points faibles de l'offre actuelle de formation et d'organiser des séminaires pour l'élaboration d'une vision dans ce domaine.

S'agissant du projet de cadre national en matière de qualifications, la Fondation a organisé des réunions d'experts en Slovénie, en avril et en septembre, afin de clarifier le concept de cadre national en matière de qualifications et de discuter de sa pertinence pour la réforme de la formation professionnelle. La Fondation a fourni depuis les termes de référence pour la rédaction d'études nationales visant à identifier les lacunes et les difficultés à surmonter pour établir un cadre national en matière de qualifications.

Avec l'assistance des autorités italiennes, la Fondation a lancé deux projets pilotes (Kosovo, Albanie) pour déterminer comment des partenariats entre différentes parties prenantes peuvent relancer l'emploi et les compétences au niveau local. Les projets peuvent profiter de l'expérience et de l'expertise accumulées à travers le réseau de développement local de l'OCDE. Les résultats des projets pilotes qui se poursuivront en 2004, seront utilisés pour le développement des futures stratégies.

2.3. L'Europe de l'Est et l'Asie centrale

2.3.1. Soutien à la Commission

Le soutien assuré par la Fondation à l'Office de coopération EuropeAid, la DG Relations extérieures et aux délégations de la CE dans la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, en 2003, a été important et varié. La Fondation a rédigé les fiches de projet et les termes de référence du programme Tacis, contribué au contrôle du contenu, et émis des remarques sur les programmes indicatifs et les plans d'action.

Suite à une demande de la DG Relations extérieures, la Fondation a conduit deux études approfondies sur la pertinence de la formation professionnelle par rapport aux besoins du marché du travail en Ukraine et Moldova; ces dernières permettront d'identifier des domaines appropriés pour les futures mesures du programme Tacis. Les études, qui énoncent des recommandations spécifiques dans plusieurs domaines (formation des enseignants, gestion des systèmes de formation professionnelle, évaluation du marché du travail et formation professionnelle continue) ont été soumises aux services de la Commission responsables de la programmation Tacis en Ukraine et Moldova. En Ukraine, les résultats et recommandations ont d'ores et déjà servi de base à de nouvelles fiches de projet.

Plusieurs missions ont été menées au Tadjikistan pour élaborer des termes de référence et des fiches de projet pour les nouveaux projets Tacis. Le personnel de la Fondation a participé à l'équipe d'experts chargée de développer la stratégie de mise en œuvre et les termes de référence pour le plan de lutte contre la pauvreté de la Commission européenne à Khatlon, l'une des régions les plus pauvres du Tadjikistan.

La Fondation a également organisé un séminaire visant à introduire l'évolution de la politique de l'UE en matière de formation professionnelle, notamment le «processus de Copenhague». Cette manifestation a réuni des officiels de haut niveau de la Commission européenne, des décideurs politiques russes et des experts impliqués dans la modernisation de l'éducation dans la Fédération de Russie. Le séminaire a été l'occasion de lancer officiellement une série d'événements politiques que la Fondation doit organiser en 2004.

2.3.2. Collecte et analyse d'informations

Le réseau d'observatoires nationaux établi dans la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale a continué de collecter et de consolider les informations utilisées pour soutenir les activités de la Fondation dans tous les domaines de son programme de travail. Avec l'aide d'experts locaux, les observatoires ont rédigé des analyses des liens existant entre le marché du travail et les systèmes respectifs de formation professionnelle, en mettant en lumière les nouvelles tendances et évolutions émergentes. Ces documents seront publiés début 2004.

Un certain nombre d'observatoires, par exemple ceux du Kirghizstan et d'Ukraine, ont contribué à faciliter le développement de la politique en matière de formation professionnelle, à entamer des discussions avec les ministères appropriés et à coordonner le travail des experts internationaux et locaux dans ce domaine.

Les groupes de travail des observatoires nationaux, chargés d'élaborer de nouvelles approches pour la collecte et l'analyse des indicateurs clés, la diffusion d'information, l'image de marque du réseau et le développement de son nouveau site web, ont mené à bien leur mission et formulé des recommandations à l'intention du réseau d'observatoires nationaux de la région d'Europe de l'Est et d'Asie centre, en novembre. Le site web continuera d'être développé en 2004 et deviendra un véritable outil pour la diffusion des résultats des projets et la promotion des activités du réseau. La discussion sur le sujet complexe des indicateurs clés se poursuivra au cours de 2004, sur la base des conclusions des groupes de travail.

2.3.3. Activités de développement

Un projet concernant la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, «L'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation en Russie et en Ukraine», s'est terminé, en décembre 2003, avec une conférence de clôture à St. Petersburg. Le projet avait pour objectif d'ancrer la réflexion entrepreneuriale — à la fois l'état d'esprit et l'activité — à tous les niveaux de la formation professionnelle: dans la gestion des établissements scolaires, l'offre des programmes d'études, les relations avec les entreprises et les partenaires sociaux, et les contacts avec les décideurs politiques. L'initiative a eu du succès auprès des acteurs de la formation professionnelle et a attiré environ 60 experts d'une douzaine d'autres régions, dont le Kazakhstan et le Belarus. Le nouvel esprit d'entreprise et d'initiative qui s'est développé dans ces deux pays tout au long du projet, implique des changements fondamentaux d'attitude et de comportement des directeurs et enseignants d'établissements de formation professionnelle, et aussi des rapports que ces établissements entretiennent avec les autres institutions de la société. Au cours de la conférence de clôture, de grands décideurs politiques des deux pays ont exprimé leur soutien au projet et leur souhait que le travail se poursuive sur la base des fondations déjà posées, et soit diffusé.

La Fondation a également tenu une conférence de clôture, à St. Petersburg, pour le projet «Réforme de l'enseignement et de la formation professionnels dans le nord-ouest de la Russie», en octobre. Ce projet visait à trouver de nouvelles approches et à restaurer les liens entre le marché du travail et la formation professionnelle dans huit régions du nord-ouest de la Russie. Plusieurs États membres de l'UE (Autriche, Belgique, Pays-Bas, Finlande, France et Suède) ont collaboré avec la Fondation pour la planification et la mise en œuvre du projet. Au fil des années, le projet a généré de nouveaux modèles, de nouvelles approches et méthodes concernant plusieurs questions clés liées à la formation professionnelle, telles que l'évaluation du marché du travail, les partenaires sociaux, la gestion des établissements, la planification régionale et la formation des adultes.

L'exécution de la troisième et dernière phase du projet «Renforcement du partenariat entre les entreprises et les institutions de formation» a impliqué environ 350 personnes et 20 institutions dans le cadre de différents événements. Il convient néanmoins de noter un élément plus important: le projet a généré un réseau interrégional au sein duquel des personnes échangent régulièrement des expériences et partagent des préoccupations communes. Les résultats du projet ont été largement pris en considération par les autorités russes, et le «concept de modernisation de l'enseignement», adopté par le gouvernement russe en 2001, intègre plusieurs questions débattues bien avant dans le projet du nord-ouest de la Russie. Bien que le projet touche à sa fin, la Fondation continuera de soutenir les ministères fédéraux et les régions pour faciliter l'élaboration de la politique pour la formation professionnelle. Les observatoires nationaux diffuseront un kit d'outils d'accompagnement et contribueront à d'autres activités de diffusion.

L'année 2003 a aussi vu le lancement d'un certain nombre de nouvelles initiatives dans la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, notamment un projet, financé par la Fondation, sur les stratégies de formation pour le développement local en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizstan. Un rapport, dégagant les principaux résultats ainsi que des recommandations, sera prêt au début 2004. Le projet se poursuivra et sera étendu à d'autres pays de la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale en 2004.

Parmi les nouvelles initiatives de 2003, on peut citer une évaluation de l'impact à long terme des activités mises en œuvre, en Russie, dans le domaine de la formation à la gestion au cours de la dernière décennie; à ce jour, la Fondation a organisé un séminaire d'une journée avec des experts clés et, avec l'aide d'un expert local et international, a entrepris des recherches dans ce domaine.

2.4. Les pays candidats

2.4.1. Soutien à la Commission

Suite à une demande de la DG Emploi et affaires sociales, la Fondation a établi des fiches pays pour neuf futurs États membres, ainsi qu'un rapport de synthèse transnational analysant les besoins dans les domaines du développement des ressources humaines et de l'emploi. Elle a aussi préparé et remis à la Commission des mises à jour des examens des progrès relatifs à la réforme de l'enseignement et la formation professionnels en Bulgarie, Roumanie et Turquie ainsi qu'une analyse récente de la Fondation sur l'apprentissage tout au long de la vie dans les dix futurs

États membres. La Fondation est également active au sein du groupe de coordination Copenhague de la DG Éducation et culture et des groupes de travail dans le cadre du processus et des objectifs de Copenhague.

Les termes de référence d'un projet de renforcement des institutions impliquant la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie ont été finalisés. En Turquie, la Fondation a organisé un séminaire à Ankara (septembre) sur les programmes du type Fonds social européen ainsi que des visites d'étude aux Pays-Bas (mars) et en Pologne (novembre). Un exercice d'évaluation entre pairs des politiques de formation professionnelle a été entrepris dans trois pays candidats.

La Fondation s'est de plus en plus impliquée dans le processus de programmation Phare en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie en commentant les fiches de projets, préparant des termes de référence et participant à des missions de programmation, à l'évaluation d'appels d'offres et aux comités directeurs des projets en cours. La Fondation a également participé à l'évaluation des programmes Phare sur le développement des ressources humaines, à la coopération interinstitutionnelle et aux actions de renforcement des institutions avec les acteurs nationaux et locaux. Un soutien au programme Phare a été apporté en Estonie et en Pologne pour le programme opérationnel de développement des ressources humaines. La Fondation a aussi donné son avis à la DG Éducation et culture sur le projet de documents uniques de programmation concernant la République tchèque et la Slovaquie.

2.4.2. Collecte et analyse d'informations

Dans le cadre de sa coopération avec le Cedefop, la Fondation a pris des mesures pour faire participer les observatoires nationaux aux activités du réseau de référence et d'expertise du Cedefop (Refernet), avec des activités de documentation, la participation aux séances ordinaires du réseau Refernet, et des visites et discussions sur l'établissement de consortiums nationaux avec les parties intéressées.

2.4.3. Activités de développement

En collaboration avec le Cedefop et les partenaires sociaux grecs, la Fondation a organisé une conférence en mai à Athènes sous les auspices de la présidence grecque de l'UE sur le développement des compétences et des qualifications tout au long de la vie - rôles et responsabilités. Elle a rassemblé 75 participants représentant la Commission européenne, des partenaires sociaux européens, l'OCDE, l'OIT, le comité économique et social européen, la présidence grecque de l'UE, et des fonctionnaires et partenaires sociaux des États membres et des pays candidats ou adhérents.

Pour soutenir l'extension du réseau sur la formation des enseignants du Cedefop aux pays candidats, la Fondation et le Cedefop ont créé un groupe de travail conjoint composé d'experts des États membres actuels et futurs. Ce groupe de travail s'est réuni en mars et en juin.

2.5. Assistance technique au programme Tempus

En 2003, la Fondation a continué de fournir une assistance technique à la DG Éducation et culture (DG EAC) pour le programme Tempus.

Tempus est un programme de la Communauté européenne conçu pour faciliter le processus de réforme économique et sociale et de développement dans les pays partenaires des Balkans occidentaux (CARDS), de l'Europe orientale et de l'Asie centrale (Tacis) et des partenaires méditerranéens (MEDA).

Dans le cadre de la phase actuelle de Tempus, trois instruments principaux contribuent à atteindre les objectifs globaux du programme: les projets européens communs (PEC), les mesures structurelles et complémentaires (MSC) et les bourses de mobilité individuelle (BMI).

2.5.1. Sélection des projets européens communs Tempus CARDS, Tacis et MEDA

En 2003, l'échéance pour les demandes de participation aux projets européens communs a été fixée au 15 décembre, date à laquelle 603 candidatures pour les PEC ont été reçues. Sur l'ensemble des demandes, 122 impliquaient les pays partenaires CARDS, 288 les partenaires Tacis et 193 les pays partenaires MEDA. Les résultats de ce processus de sélection sont attendus d'ici mi-juillet 2004.

2.5.2. Sélection des mesures structurelles et complémentaires Tempus CARDS, Tacis et MEDA

En 2003, un nouveau type de projet Tempus, les mesures structurelles et complémentaires (MSC) ont été ajoutées au programme. Elles fournissent un cadre destiné à répondre à court terme aux besoins spécifiques identifiés dans les pays partenaires. La première échéance pour les mesures structurelles et complémentaires en 2003 a été arrêtée au 15 octobre. Malgré un délai de préparation très court et le fait que seulement certains pays aient répondu au premier appel, 35 demandes de MSC ont été reçues. Les résultats de la sélection ont été publiés.

2.5.3. Sélection des bourses de mobilité individuelle Tempus CARDS, Tacis et MEDA

En 2003, trois appels d'offres ont été lancés pour des demandes de bourses de mobilité individuelle, avec des échéances respectivement fixées au 15 février, 15 juin et 15 octobre. L'appel lancé en février a été le premier étendu pour couvrir également les partenaires méditerranéens; 483 demandes ont été reçues, dont 270 ont été sélectionnées pour bénéficier d'un soutien financier. En juin, 432 demandes ont été soumises et 216 bourses ont été attribuées. En octobre, 331 demandes ont été faites et nous sommes dans l'attente des résultats.

2.5.4. Suivi

Les activités de suivi de Tempus CARDS, Tacis et MEDA ont consisté dans des fonctions classiques de gestion des contrats, de suivi des activités des bureaux, de suivi préventif et de soutien général aux projets en cours.

Suite à l'évaluation des rapports de projet, 1 149 bourses annuelles au total ont été délivrées aux projets Tempus actuels et 255 rapports d'avancement ont été évalués par les bureaux de surveillance. Plusieurs centaines de projets CARDS, Tacis et MEDA ont bénéficié d'un soutien et de conseils.

La Fondation a aidé la Commission européenne à former environ 200 représentants de projets européens communs CARDS, Tacis et MEDA récemment sélectionnés lors d'une réunion à Rome en septembre 2003. Des supports de formation ont été développés et mis à disposition sur le web et la documentation sur la gestion des contrats Tempus a été élaborée en coopération avec la Commission.

Les activités de suivi comprenaient également l'évaluation financière de projets, en particulier de l'état des dépenses (des rapports annuel et financier), la préparation des dossiers contentieux et la coordination des audits externes des projets.

2.5.5. Développement informatique

Les principales initiatives dans le domaine des technologies assistées par ordinateur ont été le développement des formulaires de candidatures électroniques pour les mesures structurelles et complémentaires (MSC) et l'extension et l'intégration consécutives des MSC à la base de données Tempus.

Le fonctionnement de la base de données Tempus a été étendu pour permettre l'évaluation électronique des rapports finaux pour les bourses de mobilité individuelle.

Un prototype de portail Tempus, faisant partie intégrante du portail intranet de la Fondation, a été développé et lancé en décembre 2003; il permet d'accéder facilement aux informations générales et administratives sur le programme Tempus. La mise en service de ce portail fait partie de la gestion globale des connaissances et de la politique d'échange de la Fondation.

2.5.6. Informations et publications

Un nouveau guide Tempus à l'intention des candidats pour l'année universitaire 2003-2004 a été rédigé en 13 langues et est disponible à la fois sous format papier et électronique. Environ 10 000 exemplaires de cette publication ont été imprimés et envoyés aux bureaux nationaux Tempus dans les pays partenaires ainsi qu'aux points de contact nationaux dans les États membres de l'UE pour diffusion.

Une étude concernant l'impact du programme Tempus sur le processus d'adhésion à l'UE, menée dans quatre futurs États membres (Hongrie, Pologne, Bulgarie et Roumanie), a été réalisée et publiée sur le site web de Tempus. Cette étude traite des réformes universitaires dans l'administration et l'enseignement et du soutien aux projets de renforcement des institutions dans ces pays.

Une nouvelle brochure d'information Tempus a été réalisée fin 2003 et sa publication est prévue au printemps 2004.

Une évaluation externe finale des phases Tempus II et Tempus II (bis) ainsi qu'une évaluation provisoire de la phase Tempus III du programme ont été lancées en 2002 et finalisées en 2003. Le département Tempus de la Fondation a aidé les contractants chargés de l'évaluation externe en leur fournissant des informations contextuelles d'ordre technique et administratif.

Environ 3 000 demandes individuelles d'informations et de conseils sur les aspects du programme et les possibilités de financement ont été reçues et traitées par le département Tempus de la Fondation en 2003.

2.5.7. Activités spéciales

Le département Tempus de la Fondation a apporté son soutien à la DG Éducation et culture pour l'organisation à Bruxelles d'une réunion commune du bureau national Tempus et du point de contact national. Le département Tempus a également été représenté à la réunion du comité Tempus organisée par la Commission en février 2003. De plus, le personnel du département Tempus a soutenu la Commission européenne en préparant et en participant à une série de journées d'information Tempus qui ont eu lieu dans les pays partenaires et dans les États membres de l'UE.

L'annexe 7 présente les détails des conventions Tempus Phare et Tacis, avec un tableau sur l'assistance technique au programme Tempus en 2003 et un tableau sur les bourses accordées à Tempus en 2003.

3. COOPERATION AVEC D'AUTRES AGENCES

La Fondation poursuit sa collaboration étroite avec d'autres agences de l'UE dans le cadre de questions d'intérêt commun. Le directeur était présent aux deux réunions des directeurs des agences en 2003 au cours desquelles des thèmes d'intérêt mutuel tels que la gouvernance, la place des agences, l'impact du nouveau règlement financier et les conséquences du nouveau statut pour le personnel des agences ont été discutés.

La Fondation joue aussi un rôle particulièrement actif dans les réunions des directeurs administratifs des agences et coopère avec d'autres agences dans de nombreux domaines, tels que les services administratifs et centraux, les stratégies d'information et de communication, la gestion et la sécurité de sites, le recrutement et les technologies informatiques et de l'information. La Fondation participe aussi au comité directeur Service de soutien mutuel qui se compose d'agences et institutions membres qui collaborent au développement du système de gestion budgétaire et financière SI2.

En 2003, les représentants de plusieurs agences européenne ont rendu visite à la Fondation pour examiner ses systèmes et politiques dans le domaine financier, des ressources humaines et de gestion. La réunion inaugurale des conseillers juridiques des agences a eu lieu en décembre et une réunion des directeurs TI des agences s'est déroulée en décembre; ces deux réunions organisées à Turin seront suivies d'échanges d'informations entre les agences. La Fondation participe aussi activement aux réunions des directeurs du personnel des agences et sera représentée au sein du groupe de travail de la Commission pour préparer les modalités d'exécution du nouveau statut dans les agences.

La Fondation a travaillé en étroite collaboration avec le Cedefop pour élaborer un plan d'action, appelé stratégie d'entrée-sortie pour gérer le transfert des nouveaux États membres entre les deux organisations. L'objectif est de s'assurer que les ressources, réseaux et savoir-faire de la Fondation sont transmis au Cedefop et ainsi

faciliter la transition des dix nouveaux États membres dans les activités et réseaux du Cedefop à partir de mai 2004. Plusieurs projets et séminaires communs ont été organisés.

La Fondation poursuit également sa coopération avec l'Agence européenne pour la reconstruction dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de Serbie, du Monténégro ainsi qu'au Kosovo sur des projets CARDS relatifs au développement des ressources humaines.

En 2003, un membre du personnel de la Fondation a été détaché auprès du ministère du travail au Kosovo pour travailler sur le renforcement des institutions avec une équipe d'experts du ministère danois des affaires étrangères. Cet exercice a abouti à un accord tripartite et à un plan pour établir un conseil national des compétences.

4. RAPPORT FINANCIER

4.1. Sources de financement

La Fondation perçoit une subvention annuelle provenant du budget de la Communauté européenne pour couvrir ses frais administratifs ainsi que le coût des opérations réalisées dans le cadre du programme de travail annuel. En 2003, cette subvention s'élevait à 17,2 Mio EUR, dont 14,7 Mio EUR provenaient de la ligne DG Relations extérieures (Relex) et 2,5 Mio EUR de la ligne DG Élargissement du budget général de la Commission européenne.

La Fondation a également continué à gérer le financement octroyé dans le cadre des différents programmes d'assistance externe de la Communauté européenne. En 2003, quelque 1,7 Mio EUR ont été transférés au moyen de conventions signées avec la Commission pour la gestion des projets d'enseignement et de formation professionnels au titre des programmes Phare/CARDS et Tacis. Le volume de ces activités est en baisse, seuls des sommes résiduelles devront être gérées en 2004.

La Fondation fournit également une assistance technique à la Commission européenne pour le programme Tempus. En 2003, la Fondation a géré quelque 3,4 Mio EUR affectés aux fonds des *programmes* Tempus Phare, Tempus Meda et Tempus Tacis. Dans le même temps, les fonds du *projet* Tempus gérés ont été de 91,1 Mio EUR pour Phare/Cards, 0,5 Mio EUR pour Meda et 81,5 Mio EUR pour Tacis.

4.2. Exécution du budget

La Fondation a exécuté le budget 2003 comme prévu grâce à des investissements supplémentaires dans la planification budgétaire, le suivi et l'introduction de nouveaux circuits financiers et contrôles internes. Dans le même temps, la Fondation a réduit le report de fonds d'environ 50%, principalement grâce à des efforts des directeurs et du personnel. Un tableau exhaustif de la budgétisation par activité des ressources budgétaires et non budgétaires pour 2003 figure à l'annexe 4.

Les processus d'achat et de relations avec les fournisseurs et prestataires de services (par exemple, le Centre de traduction, les experts, les contractants cadres, les observatoires nationaux) ont été révisés et rationalisés.

Les transferts les plus importants réalisés en 2003 ont été les suivants:

- 101 425,80 EUR provenant du chapitre 31 (activités du programme de travail) ont été transférés au chapitre 30 (dépenses opérationnelles) pour couvrir le principal événement de l'année pour la Fondation, les réunions de novembre du conseil de direction et du forum consultatif et la conférence internationale «*Learning Matters*» [Questions d'apprentissage],
- 27 800 EUR ont été transférés du chapitre 24 (poste et télécommunications) principalement au chapitre 25 (réunions et frais associés) pour les mêmes raisons que précédemment et au chapitre 20 (investissements en biens immobiliers);

Le tableau ci-dessous montre la situation de l'exécution du budget au 31 décembre 2003. Il convient de noter que les chiffres n'incluent pas les désengagements et les «régularisations» qui ont eu lieu en janvier 2004 pour la préparation des comptes annuels de 2003.

2003	Budget A	Engagé B	Payé C	Report automatique D	Total des dépenses E=C+D	% F=E/A
Titre 1	11 239 000	11 137 693	10 769 161	333 506	11 102 667	98,8
Titre 2	1 421 000	1 387 273	1 074 719	310 433	1 385 152	97,5
Titre 3	4 540 000	4 507 000	3 396 360	944 338	4 340 698	95,6
TOTAL	17 200 000	17 032 959	15 240 239	1 588 277	16 828 517	97,8

4.3. Retour sur investissements

Les services de la Commission demandent à la Fondation de fournir un état annuel de ses retours sur investissements, qui figure à l'annexe 3.

4.4. Approvisionnement

La gestion de l'approvisionnement de la Fondation est centralisée au niveau de son service juridique. En 2003, un total de 53 appels d'offres ont été lancés et deux appels à manifestation d'intérêt ont été gérés. Le nombre de contrats traités est passé de 113 en 2002 à 95 en 2003, principalement en raison du recours aux contrats cadres.

La Commission consultative des achats et marchés (CCAM) de la Fondation s'est réunie à huit occasions en 2003. Elle a discuté d'un total de 11 rapports et de 10 bulletins d'informations.

4.5. Systèmes financiers et de gestion

Suite à l'adoption du nouveau règlement financier et à l'introduction de nouveaux circuits financiers, la Fondation a revu ses flux de travail et adapté ses systèmes opérationnels pour répondre aux nouvelles obligations. Les systèmes financiers et budgétaires assurent désormais une meilleure traçabilité des opérations et offrent un accès en ligne à la plupart des informations financières pertinentes et aux documents justificatifs. Le réaménagement des circuits de financement et l'amélioration du fonctionnement et des relations entre systèmes permet une discipline financière, une transparence et une efficacité accrues et ce dans un plus grand respect des règles.

La Fondation n'a cessé d'améliorer ses systèmes d'aide à la prise de décision en fournissant des rapports à la direction et en intégrant les systèmes de contrôle budgétaire à la planification et à la mise en œuvre des activités du programme de travail. Un manuel financier a été élaboré et est disponible en ligne pour tout le personnel de la Fondation.

4.6. Rapport du directeur sur les contrôles internes et les résultats des vérifications ex post

L'annexe 5 présente le rapport du directeur de la Fondation sur les contrôles internes et les résultats des vérifications ex post.

5. PERSONNEL

Fin 2003, la Fondation employait 99 agents temporaires. Les détails relatifs au grade et à la nationalité du personnel figurent ci-dessous.

5.1. Dotation en personnel et organigramme

5.1.1. Agents temporaires

5.1.2. Tableau A: Nombre d'agents temporaires en place au 31 décembre 2003 (par catégorie et nationalité)

Nationalité / Catégorie	A	B	C	Total
Autriche	2	1	-	3
Belgique	3	7	2	12
Danemark	3	-	-	3
Finlande	2	1	-	3
France	5	3	1	9
Allemagne	7	1	2	10
Grèce	2	-	-	2
Irlande	1	2	-	3
Italie	8	12	3	23
Luxembourg	-	-	1	1
Pays-Bas	6	2	-	8
Pologne	-	1	-	1
Portugal	1	-	1	2
Roumanie	-	1	-	1

Espagne	3	-	-	3
Suède	1	-	1	2
Royaume-Uni	8	4	1	13
TOTAL	52	35	12	99⁵
Postes autorisés dans le tableau des effectifs 2003	52	38	14	104

5.1.3. *Tableau B: Modifications du profil de dotation en agents temporaires en 2003*

Grade	Situation au 31/12/2002	Départ	Recrutement	Mutations en interne	Situation au 31/12/2003
A	45	-3	+9	+1	52
B	36	-6	+6	-1	35
C	13	-1	-	-	12
TOTAL	94	-10	+15	-	99

5.1.4. *Tableau C: Aperçu du recrutement des agents temporaires en 2003*

	Nombre de procédures	Nombre de candidatures reçues	Nombre de candidats reçus en entretien
Recrutements lancés en 2002 et finalisés en 2003	8	558	51
Recrutements lancés et finalisés en 2003	10	1 847	54
TOTAL	18	2 405	105

5.1.5. *Tableau D: Nombre et type d'autres membres du personnel employés par la Fondation fin 2003*

Agents locaux	9
Experts nationaux détachés	8
Agents auxiliaires	7

Veillez noter que l'organigramme de la Fondation figure à l'annexe 2

5.2. Initiatives relatives au personnel

En 2003, la Fondation:

- a adopté sa politique de formation interne, y compris l'établissement d'un réseau de coordinateurs de formation basé dans chaque département et unité;
- a mis en œuvre le plan annuel de formation du personnel de la Fondation. Il comprenait le lancement d'un programme de développement de la gestion pour dispenser des formations en groupe et un tutorat individuel aux

⁵

En conséquence d'un certain nombre de postes vacants au sein de la Fondation, l'effectif en poste au 31 décembre était de 99 personnes, bien que le tableau des effectifs autorise 104 personnes. Les procédures de recrutement pour ces postes vacants sont en cours.

directeurs de la Fondation dans le domaine de la gestion et du développement des ressources humaines;

- a établi au sein de l'unité du personnel, le nouveau poste de responsable du développement des ressources humaines, pourvu grâce à un recrutement externe;
- a mis en œuvre le système d'évaluation annuelle des performances pour le personnel de la Fondation qui se base sur les objectifs individuels convenus entre le titulaire du poste et le notateur et inclut les compétences individuelles et les besoins de formation;
- a exécuté l'exercice d'avancement annuel de son personnel;
- a veillé au respect strict des directives européennes et du droit national italien dans le domaine de la santé et la sécurité au travail.

6. CONSEIL DE DIRECTION ET COLLEGE CONSULTATIF

6.1. Conseil de direction

Le conseil de direction de la Fondation s'est réuni le 17 juin et le 3 novembre 2003. Ont également assisté aux deux réunions des observateurs de tous les pays adhérents et candidats.

Lors de la réunion du 17 juin, le conseil de direction de la Fondation:

- a pris acte du plan d'action de la Fondation qui répond à la communication de la Commission (COM (2003) 287) relative à l'évaluation externe de la Fondation;
- a discuté de la conférence «Learning Matters» du forum consultatif devant se tenir en novembre 2003 à Turin;
- a pris acte de l'examen des systèmes de formation professionnelle dans les pays candidats et des enseignements tirés de 13 ans de réforme (*Review of candidate country vocational training systems and lessons learned from 13 years of reform*);
- a pris acte du projet d'avis de vacance de poste et de la procédure de recrutement proposée pour le poste de directeur de la Fondation.

Lors de la réunion du 3 novembre, le conseil de direction de la Fondation:

- a approuvé les stratégies d'entrée-sortie ETF/Cedefop pour préparer l'élargissement de l'Union européenne;
- a approuvé les futurs arrangements pour le développement du conseil de direction de la Fondation;

- a discuté des propositions d'arrangements pour le développement du forum consultatif de la Fondation et a demandé les informations complémentaires à fournir par le conseil de direction lors de sa prochaine réunion;
- a approuvé le programme de travail 2004 de la Fondation;
- a approuvé le budget 2004 de la Fondation, qui fera l'objet d'une approbation ultérieure de l'autorité budgétaire;
- a approuvé les perspectives à moyen terme 2004-2006 de la Fondation sur les principaux axes de développement et le cadre de ressources humaines et budgétaires;
- a approuvé la proposition d'avant-projet de budget 2005 de la Fondation;
- a discuté des procédures de nomination du prochain directeur de la Fondation;
- a pris acte du nouveau site web de la Fondation, en particulier l'accès direct à la base de données des documents du conseil de direction dont bénéficient désormais les membres.

6.2. Collège consultatif

La fonction principale du collège consultatif est de donner un avis au conseil de direction sur l'avant-projet de programme de travail de la Fondation pour l'année suivante. Les membres du collège consultatif sont assignés à trois groupes régionaux représentant les pays candidats et l'Europe du Sud-Est, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ainsi que les partenaires méditerranéens.

En 2003, le forum consultatif s'est réuni en assemblée plénière à Turin dans le cadre d'une conférence internationale sur trois jours «Learning Matters» organisée par la Fondation.

Plus de 250 décideurs politiques et experts de plus de 55 pays se sont retrouvés pour discuter des réformes des systèmes de formation professionnelle et échanger des expériences passées pouvant être exploitées pour l'avenir. Les délégués ont approuvé une déclaration appelant à l'aide des pays voisins de l'UE pour la réforme et le développement de leur système d'enseignement et de formation professionnels.

D'autres informations sur cette conférence sont disponibles sur le site web de la Fondation à l'adresse: www.etf.eu.int

ANNEXE 1: Demandes de la Commission

MEDA – DEMANDES DE LA COMMISSION EN 2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance effective
11/12/2003	11/12/2003	DG EAC		Autre: Autre	Participation à une réunion d'experts à Bruxelles le 11/12/2003 sur la «Stratégie de valorisation du programme Leonardo da Vinci»	11/12/2003
16/10/2003	31/05/2004	DG ENLARG	EG, IL, JO, MA, TN	Autre: Conseils politiques	Informations, inventaire et définition des analyses comparatives et des objectifs en matière d'enseignement et de formation professionnels pour contribuer aux plans d'action stratégiques de chaque pays dans le cadre de la politique en matière de «Grande Europe»	
01/09/2003	31/12/2003	AIDCO		PCP: Mise en œuvre	Commentaires sur les concepts du programme régional MEDA «ETE»	31/12/2003
08/08/2003	31/10/2003	AIDCO	JO	Autre: Autre	Identification des références bibliographiques existantes sur le rôle de l'enseignement et de la formation professionnels en matière de développement des ressources humaines pour soutenir le développement local	23/10/03
08/08/2003	31/12/2003	AIDCO	JO,	Autre: Autre	Étude sur le rôle de l'enseignement et de la formation professionnels dans le développement des ressources humaines au niveau local	
05/06/2003	31/10/2003	Délégation CE, AIDCO	YE	Autre: Autre	Conseils sur le projet de «Renforcement des domaines prioritaires de la formation professionnelle»	31/10/2003
05/06/2003	31/10/2003	AIDCO	YE	Autre: Autre	Stratégie de développement du secteur de l'enseignement et de la formation techniques/professionnels: cadre élaboré Consultations régionales au Yémen sur les questions clés	31/10/2003
02/05/2003	31/10/2003	AIDCO	SY	PCP: Identification	Phase de post-identification, atelier participatif dans le cadre du soutien de la Fondation à la Commission pour définir le projet TVET (<i>Technical vocational education & training</i> – Enseignement et formation techniques/professionnels) en Syrie, PIN 2004: 1,5 jour (juin 2003)	10/06/2003
02/05/2003	31/12/2003	AIDCO	SY	PCP: Appréciation	Phase d'instruction d'un projet de formation professionnelle et d'emploi en Syrie en 2003	31/12/2003
02/05/2003	31/12/2003	AIDCO	SY	PCP: Appréciation	Atelier final participatif de validation dans le cadre du soutien de la Fondation à la Commission pour définir le projet TVET en Syrie, PIN 2004: 3 jours, décembre 2003.	08/12/2003
22/04/2003	30/11/2003	DG EAC	DZ, EG, IL, JO, LB, MA, PS, SY, TN	Autre: Conseils politiques	Préparation de documents de discussion, soutien organisationnel, participation au comité d'orientation pour contribuer à l'organisation d'une conférence régionale par la DG EAC pour les partenaires Med (novembre 2003)	31/12/2003
08/04/2003	10/04/2003	AIDCO	Trinidad et Tobago	PCP: Identification	Liste des noms d'entreprises compétentes pour répondre à un appel d'offres portant sur une étude d'identification	10/04/2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance effective
06/03/2003	31/03/2004	Délégation CE	EG	Autre: Autre	Préparation des TDR pour l'Unité de gestion de projet (UGP)	09/11/2003
24/02/2003	14/03/2003	DG EAC	EG	Autre: Stratégie	Note de synthèse pour contribuer au processus de réflexion lancé par la Commission. Modèle sur la société du savoir en Égypte.	14/03/2003
14/02/2003	28/02/2003	Délégation CE	EG	PCP: Appréciation	Présentation du projet TVET de la CE aux bénéficiaires et interlocuteurs égyptiens; assistance à la délégation CE et à l'AIDCO dans la finalisation de la documentation relative au projet.	28/02/2003
01/01/2003	31/10/2003	Délégation CE	MA	Autre: Autre	Soutien de la Fondation au lancement du projet FP MEDA II Maroc: Mission court terme experts ETF; Plan opérationnel provisoire (2 ^e projet finalisé en juillet 2003); TDR UAP; TDR expert Directeur UAP; TDR 3 études; TDR Visibilité; TDR suivi.	31/10/2003
01/01/2003	01/06/2003	AIDCO	TN	PCP: Programmation	Rapport descriptif et analytique sur la situation actuelle de la formation professionnelle en Tunisie et sa relation à l'emploi.	31/05/2003
01/01/2003	31/10/2003	AIDCO	EG	PCP: Programmation	Rapport sur les liens entre l'enseignement et la formation professionnels et le marché du travail en Égypte.	
01/01/2003	30/11/2003	AIDCO	DZ, EG, IL, JO, LB, MA, PS, SY, TN	PCP: Identification	Présentation de l'analyse des capacités des observatoires dans le cadre de séminaires préparatoires au projet régional MEDA «Éducation et formation pour l'emploi».	30/11/2003
20/11/2002		DG DEV	Botswana	Autre: Vue d'ensemble de la stratégie de réforme TVET adaptée à un environnement différent	Aucun. Autorisation de la DG EAC non reçue.	
30/10/2002	31/10/2003	AIDCO	YE	PCP: Programmation	Préparation de la vue d'ensemble du système d'enseignement et de formation professionnels.	31/10/2003
21/09/2002		AIDCO	SY	PCP: Identification, appréciation, financement	Livraisons à la CE d'études dans le cadre du lancement d'un projet MEDA «Modernisation de l'enseignement et la formation professionnels et de l'emploi». Présentation au Comité MED prévue fin 2003/début 2004.	29/01/2004
17/07/2002	31/12/2003	DG RELEX	TN	Autre: Support technique à la CE dans le cadre du dialogue politique sur les stratégies d'enseignement et de formation professionnels/marché du travail	Soutien au dialogue dans le cadre de l'accord d'association sur les questions liées à l'emploi lancé par la CE. Analyse préparatoire, participation technique à des missions de la CE.	31/12/2003
14/05/2002		DG EAC	DZ, EG, IL, JO, LB, MA, PS, SY, TN	PCP: Diffusion	Exemples de produits LDV intégrés dans les actions de la Fondation pour contribuer à la diffusion de produits LDV. (en cours)	
27/07/2001	30/06/2004	DG RELEX	IL	Autre: Soutien à l'accord d'association.	Rapport sur l'e-apprentissage et séminaire de diffusion, pour contribuer à la coopération UE-Israël dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'association	
22/02/2000	31/12/2003	Délégation CE	SY	Autre: Phase d'essai pour l'introduction de la réforme du système d'enseignement et de formation professionnels.	Modalités d'apprentissage introduites à titre pilote dans le système syrien d'enseignement et de formation professionnels	31/12/2003

ÉLARGISSEMENT – DEMANDES DE LA COMMISSION 2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance effective
27/01/2004	29/01/2004	DG ENLARG	RO	PCP: Programmation	Questions spécifiques sur la meilleure approche relative aux différents programmes Phare 2004-2006 dans le cadre du document de programmation Phare	29/01/2004
09/01/2004	19/01/2004	DG ENLARG	RO	PCP: Programmation	Commentaires sur le document de programmation Phare sur la cohésion économique et sociale 2004-2006	19/01/2004
08/01/2004	09/01/2004	Délégation CE	RO	PCP: Financement	Dernier examen des formulaires de candidature dans le cadre du plan de subventions 2002 pour le développement des ressources humaines	13/01/2004
03/12/2003	10/12/2003	DG EAC	PL	PCP: Appréciation	Deuxième série de commentaires dans le cadre de la consultation interservices relative au programme sectoriel polonais de développement des ressources humaines dans le cadre du FSE	10/12/2003
26/10/2003	31/03/2004	DG EAC	10 pays adhérents + BG, CY, MT, RO, TR	Autre: Rapport d'avancement	Rapport d'avancement sur la mise en œuvre des objectifs de Copenhague/Lisbonne dans les futurs États membres	
20/10/2003	23/10/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Financement	Demande des commentaires finaux sur la convention de jumelage dans le domaine de la formation professionnelle continue	20/10/2003
20/10/2003	24/10/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Appréciation	Commentaire sur les fiches de projet préliminaires à finaliser d'ici le 24/10/03	24/10/2003
16/10/2003	30/11/2003	Délégation CE	BG	PCP: Suivi	Monographie bulgare sur l'enseignement et la formation professionnels et les services de l'emploi destinée à la délégation CE qui servira d'outil de suivi des projets Phare et de contribution à la programmation	15/01/2004
15/10/2003	14/11/2003	DG ENLARG	TR	PCP: Programmation, Identification	Rapport	30/11/2003
14/10/2003	20/10/2003	Délégation CE	RO	PCP: Programmation	Commentaires sur le plan de développement national 2004-2006	22/10/2003
02/10/2003	15/04/2005	Délégation CE	RO	PCP: Évaluation	Évaluation et séminaire suite à l'évaluation ex-post du programme Phare 2000 (projets finalisés en 2004).	
17/09/2003	22/09/2003	Délégation CE	RO	PCP: Financement	Commentaires sur le formulaire de candidature, comparaison avec la fiche, le formulaire de candidature standard Phare et recommandation du séminaire Phare sur le développement des ressources humaines en janvier	22/09/2003
10/09/2003	31/03/2004	DG ENLARG	BG	PCP: Programmation	Contribution écrite et participation à la programmation de la mission Phare 2004	
01/09/2003	28/07/2006	Délégation CE	RO	PCP: Appréciation	Participation à la conception du projet, à l'évaluation d'appels d'offres et au suivi du contenu du projet de renforcement des institutions et de cohésion sociale dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques/professionnels (Phare 2003)	
28/08/2003	05/09/2003	Délégation CE	RO	PCP: Suivi	Participation à la réunion du groupe de travail sur le développement des ressources humaines dans le cadre du renforcement des institutions pour la cohésion économique et	05/09/2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance effective
					sociale, 5 septembre, évaluation du rapport supplémentaire	
01/08/2003	22/08/2003	DG EAC		Autre: Conseils politiques	Commentaires sur le rapport sur les performances et les progrès des systèmes d'enseignement et de formation en Europe (groupe permanent sur les indicateurs et les analyses comparatives)	22/08/2003
28/07/2003	02/08/2003	DG ENLARG	RO	Autre: Commentaires sur le rapport périodique, chapitre 18, contribution de la CE	Texte du rapport périodique publié et modifié	28/07/2003
10/07/2003	31/07/2003	DG EAC		Autre: Autre	Commentaires sur le rapport intérimaire du groupe de travail H dans le cadre de la contribution de la Fondation aux objectifs du processus	29/07/2003
10/07/2003	30/09/2007	Délégation CE	TR	PCP: Mise en œuvre, suivi, conseils politiques	Suivi des rapports dans le cadre du programme UE MEDA de soutien à l'éducation de base	16/09/2007
07/07/2003	31/05/2004	Délégation CE	BG	PCP: Mise en œuvre	Examen entre pairs de la Fondation et projet de renforcement des institutions en matière de formation professionnelle permanente pour contribuer à la mise en œuvre des projets Phare 2003 et 2004	
03/07/2003	25/07/2003	DG ENLARG	RO	Autre:	Contributions à l'ordre du jour de la réunion du sous-comité 5 sur l'enseignement	25/07/2003
01/07/2003	14/07/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Évaluation	Analyse et commentaires sur la contribution du gouvernement au rapport périodique 2003 sur l'éducation et l'emploi	21/07/2003
30/06/2003	01/07/2003	DG EAC	RO	PCP: Financement	Commentaires sur la convention de jumelage dans le domaine de la formation professionnelle continue RO 02/IB/SO/03	01/07/2003
30/06/2003	09/07/2003	DG EMP	PL	PCP: Programmation	Participation de la Fondation au groupe de travail ad hoc sur la qualité de l'enseignement dans le cadre du programme opérationnel sectoriel de développement des ressources humaines 2004-2006	09/07/2003
27/06/2003	12/09/2003	Délégation CE	RO	PCP: Financement	Révision des termes de référence, commentaires détaillés et cadre logique du projet Phare 2002 de renforcement des institutions pour la cohésion économique et sociale – TVET	30/09/2003
18/06/2003	11/07/2003	DG EMP	PL	PCP: Suivi	Participation à la réunion de suivi avec la DG EMPL sur le document commun d'évaluation	11/07/2003
13/06/2003	16/06/2003	Autre – Parlement européen	PL	PCP: Évaluation	Examen de la Fondation des progrès de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels, fiche de projet Phare sur la formation professionnelle continue	13/06/2003
10/06/2003	16/07/2003	DG EAC	BG, CY, EE, HU, LV, LT, MT, PL, RO, SLO, TR	PCP: Suivi	13 analyses par pays des réactions sur le questionnaire portant sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie et analyse transfrontalière sur les progrès de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie entre 2001 et 2003	18/07/2003
10/06/2003	18/07/2003	DG EAC	RO	PCP: Évaluation	Analyse du rapport sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie en Roumanie	18/07/2003
04/06/2003	04/06/2003	Délégation CE	RO	PCP: Identification	Commentaires de la Fondation sur la convention de jumelage dans le domaine de la formation professionnelle continue IB ESC Phare	04/06/2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance effective
					2002	
04/06/2003	10/06/2003	DG EAC	SK	PCP: Programmation	Analyse du document de programmation unique	10/06/2003
04/06/2003	10/06/2003	DG EAC	CZ	PCP: Programmation	Analyse du document de programmation unique	06/06/2003
27/05/2003	15/06/2003	Délégation CE	RO	Autre:	Commentaires, texte du rapport périodique sur l'éducation	
22/05/2003	26/05/2003	Délégation CE	RO	Autre:	Commentaires sur la matrice de la Banque mondiale relative aux conditionnalités du prêt à l'ajustement structurel	23/05/2003
22/05/2003	23/06/2003	Délégation CE	RO	PCP: Mise en œuvre	Commentaires et résumé du rapport préparatoire RO 0801-01 Phare IB ESC TVET 2001	23/06/2003
15/05/2003	14/07/2003	Délégation CE	RO	PCP: Appréciation	Contribution aux TDR dans le cadre du projet Phare 2002 pour l'enseignement et la formation techniques/professionnels, phase I, phase II, phase III, phase IV	01/09/2003
05/05/2003	05/05/2003	Autre - ECOSOC	Estonie	PCP: Évaluation	Examen de l'avancement de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels	05/05/2003
24/04/2003	04/04/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Identification	Commentaires et liste récapitulative de la fiche de projet Phare 2003 IB MoLSS (Renforcement des institutions / Ministère du travail et de la sécurité sociale)	04/04/2003
10/04/2003	30/06/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Évaluation	Rapport d'avancement sur l'enseignement et la formation professionnels en Roumanie, contribution au rapport périodique 2003 de la Commission sur la Roumanie	03/07/2003
03/04/2003	07/04/2003	DG EAC	CZ	Autre:	Note d'information de M. Dibelius concernant la conférence sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie en République tchèque	04/04/2003
31/03/2003	31/03/2003	DG EMP	PL	PCP: Évaluation	Examen de la monographie du pays et fiche du pays sur les besoins en termes de FSE	31/03/2003
28/03/2003	04/04/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Identification	Commentaires sur les fiches INV MoLSS	07/04/2003
24/03/2003	04/04/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Identification	Commentaires et fiche récapitulative sur la fiche de projet Phare 2003 IB NAE	04/04/2003
24/03/2003	07/04/2003	DG ENLARG	RO	PCP: Identification	Commentaires et fiche récapitulative sur la fiche de projet Phare 2003 IB ESC TVET	04/04/2003
20/03/2003	28/03/2003	DG EAC	PL	PCP: Programmation	Première série de commentaires sur le programme opérationnel sectoriel polonais de développement des ressources humaines, consultation interservices	28/03/2003
07/03/2003	13/03/2003	DG EAC	PL	PCP: Programmation	Commentaires sur le programme national Phare 2003 en Pologne	12/03/2003
03/03/2003	07/03/2003	DG EAC	H	Autre:	Séance d'information sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie en Hongrie pour M. Chanterie	07/03/2003
03/03/2003	07/03/2003	DG EAC	H	Autre:	Commentaire sur les fiches de projet Phare	07/03/2003
03/03/2003	10/03/2003	Délégation CE	RO	PCP: Appréciation	Commentaires sur le nouveau projet dans le cadre du projet Phare 2002 IB ESC, adapté suite au document commun d'évaluation et au plan d'action national pour l'emploi	05/03/2003
03/03/2003	28/10/2005	Délégation CE	RO	PCP: Appréciation	Participation à la conception du projet, l'évaluation d'appels d'offres et au suivi du contenu du projet de renforcement des institutions et	

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance effective
					de cohésion sociale dans le domaine de l'enseignement et la formation techniques/professionnels (Phare 2002)	
12/02/2003	25/03/2003	DG EMP	RO	Autre:	Présentation et préparation d'une monographie	25/03/2003
03/02/2003	30/09/2005	Délégation CE	RO	PCP: Appréciation	Participation à la conception du projet, l'évaluation d'appels d'offres et au suivi du contenu dans le cadre du programme Phare 2002 de subventions pour le développement des ressources humaines	
23/01/2003	23/01/2003	DG EAC	EE	PCP: Programmation	Examen des commentaires sur la fiche de projet Phare 2003	23/01/2003
07/01/2003	30/12/2004	Délégation CE	RO	PCP: Appréciation	Suivi du contenu du projet Phare 2001 pour le renforcement des institutions et la cohésion sociale dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques/professionnels	
06/01/2003	13/01/2003	DG EAC	EE	PCP: Programmation	Commentaires sur la fiche de projet Phare 2003 relative au programme de subventions pour l'enseignement et la formation professionnels	13/01/2003
16/12/2002	04/06/2003	Délégation CE	RO	PCP: Évaluation	Séminaire sur les programmes de développement des ressources humaines en 1998, 2000 et 2002 suite à l'évaluation du développement des ressources humaines en 1998, recommandations	28/01/2003
18/11/2002	30/06/2003	DG ENLARG	BG, RO, TR	PCP: Programmation	Examens de l'avancement du développement des ressources humaines pour contribuer aux rapports périodiques sur la BG, RO, TR	16/07/2003
04/10/2002	01/03/2003	DG EMP	CY, CZ, EE, HU, LT, MT, PL, SK, SLO	PCP: Identification	Finalisation des fiches pays et préparation d'estimations relatives aux investissements FSE pour la DG EMPL	03/03/2003
04/02/2002	30/12/2005	Délégation CE	TR	PCP: Mise en œuvre	Stratégie active du marché du travail. Conception et suivi du contenu du projet.	
07/01/2002	29/09/2006	Délégation CE	TR	PCP: Mise en œuvre	Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnels. Conception et suivi du contenu du projet.	
07/01/2002	28/09/2007	Délégation CE	TR	PCP: Mise en œuvre	Renforcer l'enseignement et la formation professionnels. Conception et suivi du contenu du projet	
08/01/2001	29/07/2005	Délégation CE	BG	PCP: Mise en œuvre	Participation au suivi du contenu dans le contexte de la cohésion	

BALKANS OCCIDENTAUX – DEMANDES DE LA COMMISSION 2003

Date demandée	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit livré	Échéance effective
18/11/2003	21/01/2004	Délégation CE	ALB	PCP: Appréciation	Participation au jury d'évaluation du programme CARDS 2002 pour l'enseignement et la formation professionnels	21/01/2003
07/11/2003	12/11/2003	DG RELEX	CRO	Autre: Autre	Avis de la CE relatif au questionnaire sur l'adhésion de la Croatie: suggestions sur le chapitre 18, «Éducation»	10/11/2003
16/10/2003	20/10/2003	Délégation CE	CRO	Autre: Conseils politiques	Questionnaire de la CE sur l'adhésion: commentaires sur l'exactitude des informations du chapitre 18, «Éducation»	20/10/2003
14/10/2003	17/10/2003	Délégation CE	CRO	PCP: Programmation	Projet CARDS 2004 pour la poursuite du partenariat local: commentaires sur la fiche de projet	14/10/2003

Date demandée	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit livré	Échéance effective
06/10/2003	17/10/2003	Délégation CE	CRO	PCP: Programmation	Projet CARDS 2003 pour la décentralisation et la réorganisation du service de l'emploi croate: commentaires sur les TDR pour le consultant qui doit préparer les TDR du projet CARDS	14/10/2003
03/10/2003	31/03/2004	Délégation CE	BIH	PCP: Diffusion	Résultats de l'examen entre pairs de la formation professionnelle continue à diffuser dans 5 régions en BIH	
22/09/2003	01/10/2003	Délégation CE	BIH	PCP: Programmation	Participation à l'atelier de programmation CARDS 2004 en BIH avec la DG Relex et Aidco	01/10/2003
25/08/2003	31/10/2003	Délégation CE	CRO	PCP: Programmation	Projet CARDS 2002 pour le partenariat local. Préparation des TDR.	14/10/2003
25/08/2003	31/10/2003	Délégation CE	CRO	PCP: Programmation	Projet CARDS 2002 pour la modernisation et le renforcement des institutions en matière d'enseignement et de formation professionnels. Commentaires sur le projet de TDR.	31/10/2003
28/07/2003	29/08/2003	DG RELEX	Tous les pays des Balkans occidentaux	PCP: Programmation	Commentaires sur les TDR en vue d'une étude stratégique sur l'impact de l'élargissement sur les Balkans occidentaux qui doit être lancée par la DG Relex	29/08/2003
10/07/2003	31/07/2003	Délégation CE	BIH	Autre: Conseils politiques	Matériel d'information sur la relation entre l'enseignement et la formation professionnels et l'enseignement secondaire général dans l'UE et dans les futurs États membres	31/07/2003
08/07/2003	30/09/2003	DG RELEX	Tous les pays de l'Europe du sud-est	PCP: Diffusion	Lancement d'un bulletin d'information trimestriel sur les activités de la Fondation dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels en Europe du Sud-Est	06/10/2003
07/07/2003	24/11/2003	AER	Serbie et Monténégro	PCP: Identification	Organisation d'un atelier de conception de projet avec les parties prenantes locales dans le cadre du programme CARDS 2004	24/11/2003
02/07/2003	31/10/2003	DG RELEX	ALB, BIH, CRO, Serbie et Monténégro, Kosovo, MK	PCP: Programmation	Contributions aux Programmes indicatifs pluriannuels 2005-2006	31/01/2004
28/06/2003	01/12/2004	Délégation CE	Croatie	PCP: Mise en œuvre	Projet CARDS 2001 pour la restructuration du marché du travail. Suivi du contenu.	
13/06/2003	14/07/2003	DG EAC	ALB, Kosovo	Autre:	Demande de la DG EAC et de M. Dibelius de fournir des informations en vue de préparer une proposition pour la semaine régionale sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie qui se tiendra dans l'ARYM en octobre	14/07/2003
12/06/2003	31/07/2005	AER	Serbie	PCP: Identification, suivi	Étude sur le marché du travail en Serbie et TDR du programme CARDS 2004 pour l'enseignement et la formation professionnels	
02/06/2003	30/06/2004	AER	MK	PCP: Programmation	Réforme de l'enseignement et de la formation professionnels (phase III). Conception et suivi du contenu du projet	
01/06/2003	30/06/2006	AER	MK	PCP: Programmation	Enseignement et formation professionnels et emploi (2 ^e projet). Conception et suivi du contenu du projet	
04/05/2003	31/05/2006	Délégation CE	BIH	PCP: Programmation	Suivi de l'enseignement et de la formation professionnels. Conception et suivi du contenu du projet du programme CARDS 2004	
16/04/2003	27/01/2006	AER	Serbie & Monténégro	PCP: Programmation	Suivi du programme pour l'enseignement et la formation professionnels au Monténégro. Conception et suivi du contenu du	

Date demandée	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit livré	Échéance effective
					projet	
07/04/2003	11/04/2003	DG EAC	ALB	PCP: Programmation	Commentaires sur le plan d'action 2003 en Albanie	11/04/2003
01/04/2003	01/12/2004	Délégation CE	CRO	PCP: Mise en œuvre	Projet CARDS 2001 pour l'enseignement et la formation professionnels. Suivi du contenu.	
24/03/2003	28/03/2003	AIDCO		Autre:	Informations sur les projets européens CARDS et Tacis	03/04/2003
10/03/2003	14/03/2003	DG RELEX	ALB, BIH, CRO, Kosovo, MK, SCG	Autre	Note d'information de M. Peretti sur les activités de développement des ressources humaines dans les Balkans occidentaux	14/03/2003
04/02/2003	03/10/2003	Délégation CE	BIH	PCP: Identification	Préparation d'un examen entre pairs de la formation professionnelle continue (pour contribuer à la programmation 2004 et au cadre de l'enseignement et de la formation professionnels)	03/10/2003
20/01/2003	24/03/2003	Délégation CE	CRO	PCP: Mise en œuvre	Projet CARDS 2001 de restructuration du marché du travail. Évaluation d'appels d'offres.	23/03/2003
08/01/2003	28/01/2005	AER	Serbie	PCP: Appréciation	Projet CARDS 2003 de réforme de l'enseignement et de la formation professionnels en Serbie. Conception et suivi du contenu du projet	
08/01/2003	28/01/2005	Délégation CE	ALB	PCP: Identification	Soutien à la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels. Conception et suivi du contenu du projet. Soutien aux marchés publics. Conception du projet. Soutien à la formation dans le cadre du programme CARDS 2002	
02/12/2002	30/12/2004	AER	MK	PCP: Appréciation	Renforcement des institutions pour la réforme de la politique de l'emploi. Conception et suivi du contenu du projet	
02/12/2002	30/12/2004	AER	MK	PCP: Appréciation	Fonds pour le développement des ressources humaines dans les entreprises. Conception et suivi du contenu du projet	
01/10/2002	30/09/2005	AER	Kosovo	PCP: Appréciation	Développement des ressources humaines en faveur des chômeurs. Conception et suivi du contenu du projet	
01/07/2002	30/12/2003	AER	Kosovo	PCP: Appréciation	Classification professionnelle. Conception et suivi du contenu du projet	30/09/2003
31/05/2002	27/01/2006	AER	Serbie & Monténégro	PCP: Identification	Programme CARDS 2003 pour l'enseignement et la formation professionnels et la restructuration du marché du travail en Serbie. Conception et suivi du contenu du projet	
04/03/2002	27/02/2004	AIDCO	MK	PCP: Mise en œuvre	AER/AIDCO. Phare 1997. Réforme de l'enseignement et de la formation professionnels (phase III). Conception et suivi du contenu du projet.	
09/01/2001	30/04/2004	Délégation CE	BIH	PCP: Mise en œuvre	Réforme de l'enseignement et de la formation professionnels. Conception, évaluation et suivi du contenu du projet. CARDS 2001	

NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS – DEMANDES DE LA COMMISSION 2003

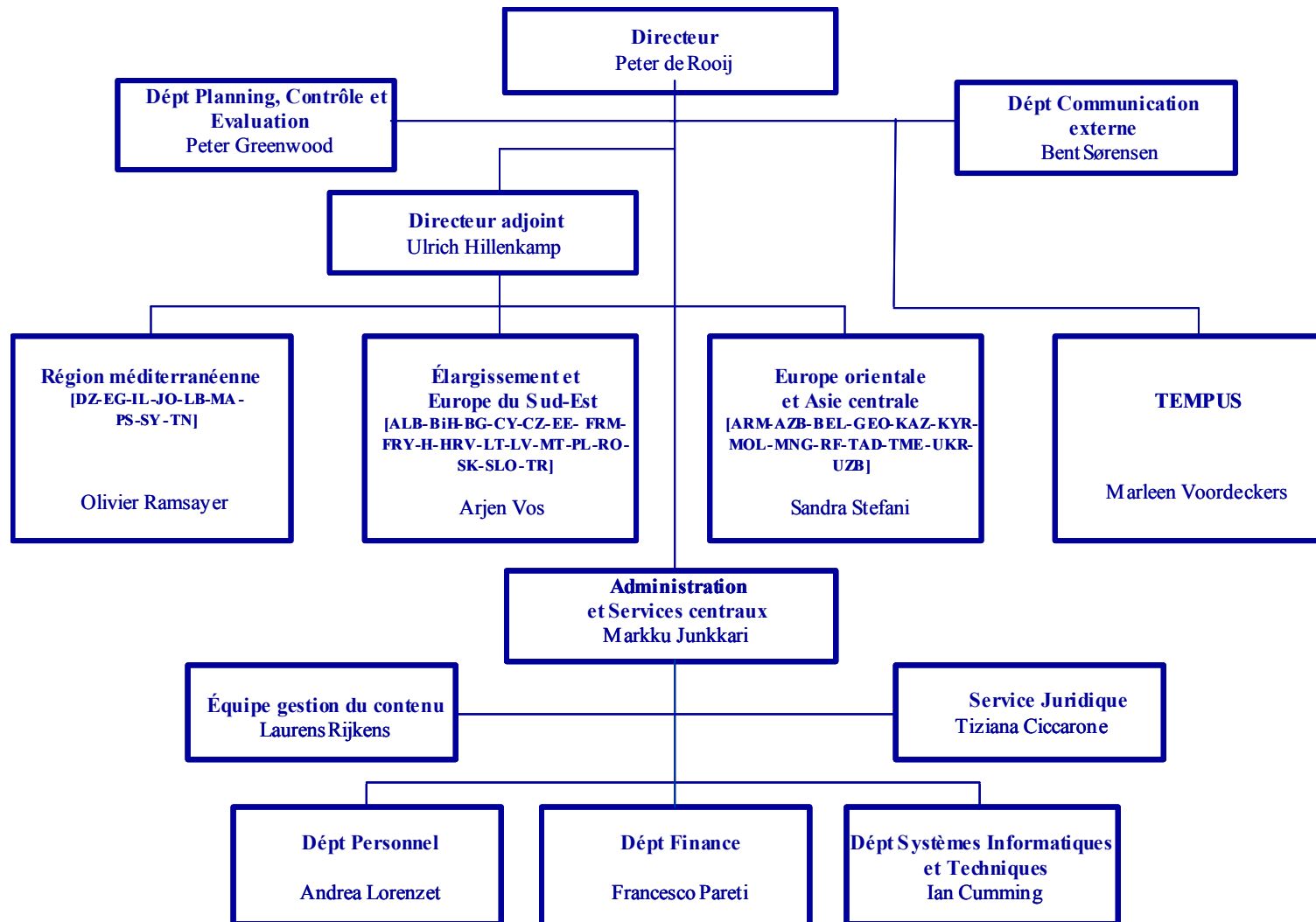
Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance prévue
11/12/2003	12/12/2003	AIDCO	RF	PCP: Programmation	Fiche de projet sur le développement d'un cadre en matière de qualifications	12/12/2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance prévue
24/11/2003	31/03/2004	Délégation CE	RF	PCP: Identification	Termes de référence du projet Tacis de «Renforcement et développement de la formation commerciale et administrative dans la région de Kaliningrad»	31/03/2004
21/11/2003	21/11/2003	AIDCO	MNG	PCP: Programmation	Définition du concept du projet pour la Mongolie.	21/11/2003
18/11/2003	18/11/2003	Délégation CE	TAD	PCP: Identification	Commentaires sur les termes de référence du projet de soutien à la mise en place d'une structure de conseils aux agriculteurs et autres travailleurs ruraux dans la région de Khatlon dans le Tadjikistan.	18/11/2003
15/11/2003	15/12/2003	Délégation CE	UKR	PCP: Programmation	Fiche de projet du plan d'action Tacis 2004	05/12/2003
13/11/2003	13/11/2003	Délégation CE	TAD	PCP: Identification	3 ^e série de commentaires sur le document stratégique relatif à la lutte contre la pauvreté dans la région de Khatlon.	13/11/2003
04/11/2003	04/11/2003	Délégation CE	TAD	PCP: Identification	2 ^e série de commentaires sur le document stratégique relatif à la lutte contre la pauvreté dans la région de Khatlon.	04/11/2003
30/10/2003	29/02/2004	Délégation CE	KYR	PCP: Identification	TDR du plan d'action Tacis 2003 – Kirghizstan - «Développement d'une politique de l'emploi dans la République du Kirghizstan»	27/01/2004
17/10/2003	31/03/2004	Délégation CE	UKR	PCP: Appréciation	Termes de référence du projet de développement du système de la formation permanente sur le lieu de travail.	
16/10/2003	20/10/2003	Délégation CE	RF	PCP: Programmation	Fiche de projet du projet Tacis dans le domaine de l'orientation et du conseil professionnels (plan d'action 2004)	20/10/2003
16/10/2003	28/11/2003	Délégation CE	RF	PCP: Programmation	Commentaires sur la fiche de projet du projet Tacis sur l'enseignement et la formation professionnels et le marché du travail	28/11/2003
16/10/2003	31/05/2004	DG ENLARG	BR, MOL, RF, UKR	Autre: Conseils politiques	Informations, inventaire et définition des points de référence et des objectifs dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels pour contribuer aux plans d'action stratégiques nationaux individuels dans le cadre de la politique en matière de «Grande Europe».	
11/10/2003	13/10/2003	Délégation CE	KAZ, KYR	PCP: Programmation	2 fiches de projet sur le Kazakhstan et le Kirghizstan (plan d'action 2004)	13/10/2003
08/10/2003	09/10/2003	AIDCO	Tous	Autre:	Demande d'une vue d'ensemble sur l'implication de la Fondation dans les projets Tacis 1993-2006	09/10/2003
21/07/2003	30/07/2003	Délégation CE	KAZ	PCP: Programmation	Fiche – Orientation professionnelle au Kazakhstan	28/07/2003
17/07/2003	30/09/2003	AIDCO	Tous	Autre: Connaissances du pays	Fiche d'informations sur tous les pays Tacis, y compris les informations sur le système de l'éducation et de l'enseignement et de la formation professionnels, activités de donateur et priorités de la réforme	23/09/2003
27/05/2003	13/06/2003	AIDCO	UZB	PCP: Appréciation	Invitation à l'évaluation de l'appel d'offres Europeaid/112349/C/SV/UZ – Développement des possibilités d'emploi en Ouzbékistan	12/06/2003
15/04/2003	16/04/2003	DG EAC	ARM	PCP: Programmation	Commentaires sur le programme indicatif arménien 2004-2006	16/04/2003
04/04/2003	12/04/2003	AIDCO		PCP: Financement	Liste des projets Tacis gérés par la Fondation depuis 1996 avec	07/04/2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance prévue
					les budgets correspondants	
03/04/2003	22/04/2003	Délégation CE	UKR	PCP: Programmation	Commentaires sur la fiche de projet de développement du système de la formation permanente sur le lieu de travail – Plan d'action 2003	22/04/2003
02/04/2003	30/04/2004	AIDCO	ARM	PCP: Programmation	Commentaires sur le programme indicatif arménien 2004-2006	08/04/2003
27/03/2003	30/06/2003	Délégation CE	TAD	PCP: Identification	Participation à une équipe d'experts en matière de TDR du projet d'amélioration de la qualité de vie dans la région de Khatlon (troisième volet, lutte contre la pauvreté)	31/07/2003
27/03/2003	30/05/2004	Délégation CE	TAD	PCP: Appréciation	Participation à l'évaluation d'appels d'offres relatifs au projet visant à développer des liens entre le système d'enseignement et de formation professionnels et le marché du travail.	
27/03/2003	30/06/2004	Délégation CE	KAZ	PCP: Identification	Commentaires sur les TDR préparés par un expert externe pour un système d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur au Kazakhstan.	
27/03/2003	30/06/2004	Délégation CE	KYR	PCP: Identification	Termes de référence du projet de soutien au développement d'une politique de l'emploi au Kirghizstan	
27/03/2003	31/12/2005	Délégation CE	KAZ	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet sur l'enseignement et la formation professionnels et leur relation au développement des PME	21/11/2003
27/03/2003	30/09/2006	Délégation CE	TAD	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet de développement de liens entre le système d'enseignement et de formation professionnels et le marché du travail	
24/03/2003	28/03/2003	AIDCO	ARM, KAZ, KYR, MOL, RF, TAD, UKR, UZB	Autre:	Contribution aux travaux du sous-groupe thématique AIDCO A3 sur la formation et l'emploi. 10 fiches de projet des projets Tacis précédents dans le domaine de l'enseignement et la formation professionnels.	28/03/2003
19/03/2003	30/06/2005	Délégation CE	UKR	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet sur l'initiative ukrainienne de formation à la gestion (à confirmer)	
18/03/2003	19/03/2003	Délégation CE	KAZ	PCP: Programmation	Cadre logique du projet sur l'assurance qualité dans le domaine de l'éducation au Kazakhstan	19/03/2003
18/03/2003	19/03/2003	Délégation CE	KYR	PCP: Programmation	Cadre logique du projet sur la politique de l'emploi au Kirghizstan	19/03/2003
05/03/2003	06/03/2003	DG EAC	UKR	PCP: Programmation	Commentaires sur le programme indicatif 2004-2006	06/03/2003
03/02/2003	03/02/2003	DG RELEX	UKR	PCP: Programmation	Contribution au programme indicatif 2004-2006	03/02/2003
28/01/2003	31/05/2003	Délégation CE	TAD	PCP: Identification	TDR du projet de développement de liens entre le système d'enseignement et de formation professionnels et le marché du travail au Tadjikistan	28/02/2003
27/01/2003	07/02/2003	Délégation CE	UKR	PCP: Appréciation	Participation à l'évaluation d'appels d'offres dans le cadre du projet sur l'initiative ukrainienne de formation à la gestion	07/02/2003
27/01/2003	30/04/2003	AIDCO	UZB	PCP: Identification	TDR du projet de partenariat social dans le domaine de l'éducation et de la formation	04/04/2003
20/11/2002	17/02/2003	AIDCO	RF	PCP: Identification	Commentaires sur les TDR du projet de formation la banque centrale de Russie (deux demandes en novembre 2002 et février	17/02/2003

Date de la demande	Échéance prévue	Demandeur	Pays cible	Catégorie	Produit	Échéance prévue
					2003)	
14/11/2002	15/03/2003	Délégation CE	RF	PCP: Identification	TDR du projet «Enfants et jeunes à risque»	15/04/2003
04/11/2002	30/09/2003	DG RELEX	UKR	PCP: Programmation	Étude de faisabilité sur la réforme de la formation professionnelle et du marché de l'emploi dans le cadre du plan d'action 2004	09/10/2003
04/11/2002	30/10/2003	DG RELEX	MOL	PCP: Programmation	Étude de faisabilité sur la réforme de la formation professionnelle et du marché de l'emploi dans le cadre du plan d'action 2004	03/12/2003
02/09/2002	30/03/2003	AIDCO	ARM	PCP: Identification	TDR du projet de soutien au développement d'un cadre stratégique et juridique dans le cadre de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels	06/03/2003
06/05/2002	31/12/2005	AIDCO	Tous	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet de formation en gestion – III	
01/05/2002	31/03/2003	Délégation CE	ARM	PCP: Identification	Termes de référence du projet de réforme de l'enseignement et de la formation professionnels en Arménie	11/03/2003
01/05/2002	30/08/2003	AIDCO	Tous	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet de formation en gestion – II	30/08/2003
01/05/2002	31/08/2005	Délégation CE		PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet de réforme de l'enseignement et de la formation professionnels en Arménie (à confirmer)	
01/05/2002	31/12/2005	AIDCO	RF	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet de développement des E-compétences pour les entreprises russes (à confirmer par la Délégation CE]	
30/04/2002	30/07/2003	Délégation CE	RF	PCP: Identification	Termes de référence du projet de développement des E-compétences pour les entreprises russes	30/07/2003
22/04/2002	01/03/2003	AIDCO	All	PCP: Identification	TDR du projet de formation en gestion – III	11/04/2003
07/01/2002	31/05/2003	AIDCO	KYR	PCP: Suivi	Suivi du contenu, contribution à la phase initiale du projet de Fonds de formation	31/05/2003
08/01/2001	26/12/2003	AIDCO	BR	PCP: Mise en œuvre	Gestion du projet de formation en gestion au Belarus	31/12/2003
15/07/2003	21/07/2003	Délégation CE	UKR	PCP: Programmation	Fiche de projet – Développement des entreprises par la création d'un environnement favorable au développement du management.	21/07/2003
15/11/2003	15/12/2003	Délégation CE	UKR	PCP: Programmation	Grandes lignes du projet Tacis 2005	05/12/2003
01/05/2002	30/04/2004	Délégation CE	ARM	PCP: Suivi	Suivi du contenu du projet «Élaboration intégrée de la stratégie dans le domaine de l'enseignement et la formation professionnels»	

ANNEXE 2: Organigramme



ANNEXE 3: Retour sur investissements

Retour sur investissements –ÉLARGISSEMENT B7-0333/2003							
Catégorie	Principaux résultats	Initiateur	Personnel		Frais de personnel	Administration et infrastructure	Coûts du projet
3100 Soutien à la Commission	Fiches par pays sur neuf futurs États membres et rapport de synthèse transfrontalier (0,5 EPT)	DG EMPL	6,5 + 05 x Responsable du Département + Secrétaire = 8 EPT	3,6 EPT	1 030 000		870 000 ⁶
	Mise à jour des examens de l'avancement de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie (0,3 EPT)	DG EMPL					
	Participation active au sein du groupe de coordination du processus de Copenhague de la DG EAC et au sein de groupes de travail dans le cadre des objectifs du processus de Copenhague (1 EPT)	DG EAC					
	TDR élaborés dans le cadre du projet de renforcement des institutions impliquant la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie (0,4 EPT)	ETF GB/DG ENL/Min. de l'Éducation/Min. du travail					
	Séminaire organisé en Turquie sur les programmes financés par le Fonds social européen (0,1 EPT)	Min. du travail					
	Commentaires sur les fiches de projet et les TDR, participation aux missions de programmation, aux évaluations d'appels d'offres et aux comités d'orientation des projets Phare en cours dans les 3 pays candidats (0,2 EPT)	Représentation de l'UE					
	Contribution à l'évaluation des projets Phare de développement des ressources humaines (0,1 EPT)	Représentation de l'UE					
	Soutien au programme Phare de développement des ressources humaines en Estonie et en Pologne (0,1 EPT)	Représentation de l'UE					
	Commentaires destinés à la DG EAC sur les projets de documents uniques de programmation concernant la République tchèque et la Slovaquie (0,1 EPT)	DG EAC					
	Analyse des rapports sur l'adhésion en matière de progrès dans le domaine de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie à la demande de la DG EAC (0,5 EPT)	DG EAC					
	Examens entre pairs de questions spécifiques relatives à l'emploi dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnels dans les trois pays candidats, à la demande de la DG ENLARG (0,5 EPT)	ETF GB					
3110 Analyse et information	Implication des observatoires nationaux dans les activités du réseau CEDEFOP en matière de référence et d'expertise (1,5 EPT)	ETF GB		1,5 EPT			

⁶ Concerne le PT, le collège consultatif, la documentation, la publication et la traduction

3120 Activités de développement	En collaboration avec le CEDEFOP et des partenaires sociaux grecs, conférence à Athènes sur le développement tout au long de la vie des compétences et des qualifications de la main d'œuvre – rôles et responsabilités (0,2 EPT). Mise en place en collaboration avec le CEDEFOP d'un groupe de travail commun constitué des États membres actuels et futurs pour soutenir l'extension du réseau CEDEFOP dans le domaine de la formation des enseignants aux pays candidats (0,2 EPT) Accord et début de mise en œuvre de la stratégie d'entrée-sortie entre le CEDEFOP et la Fondation y compris une feuille de route relative à l'intégration dans les réseaux et activités du CEDEFOP pour chaque pays adhérent (0,8 EPT)	DG EAC/Cedefop/ETF		1,2 EPT			
Transversal⁷	Projets en matière d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie pour les adultes élaborés et lancés dans 4 pays des Balkans occidentaux, séminaire sur le cadre de l'évaluation de l'éducation des adultes Marché du travail: documents d'information, contribution au collège consultatif, séminaires internes Qualifications au niveau des entreprises: séminaire sur le partage des connaissances, contribution au collège consultatif, soutien aux départements opérationnels Processus en matière d'apprentissage et de formation professionnels: atelier international, rapport, contribution au collège consultatif			2 EPT	259 500		35 000
Soutien administratif	Départements Finance, Juridique, Personnel, Systèmes informatiques et techniques, et une partie du Département Communication externe			7,5 EPT	450 000	320 000	
Soutien organisationnel	Direction, Département Planning, Contrôle et évaluation et une partie du Département Communication externe			2,625 EPT	300 500		
TOTAL				20,125 EPT	2 275 000	320 000	905 000
TOTAL ÉLARGISSEMENT = € 3 500 000							
Retour sur investissements – CARDS RELEX – B7-664/2003							
Catégorie	Principaux résultats	Initiateur	Personnel		Frais de personnel	Administration et infrastructure	Coûts du projet
3100 Soutien à la Commission	Évaluation des besoins des PME en matière de formation (dans le cadre des projets CARDS pour les PME en BIH) (0,2 EPT) En collaboration avec la DG ENTER, organisation d'une réunion dans le cadre de la mise en œuvre de la charte des PME signée par tous les pays d'Europe du Sud-Est (0,1 EPT) Soutien en Croatie à la mise en œuvre des projets CARDS pour la restructuration de la formation professionnelle et du marché du travail (0,6 EPT) Participation à 2 évaluations d'appels d'offres et suivi des projets CARDS 2002 dans le cadre de la réforme de la politique de développement des ressources humaines et de l'emploi dans l'ARYM (0,5 EPT) Soutien à la réforme de la formation professionnelle et aux projets de classifications professionnelles, conseils en matière de TDR dans le cadre des projets CARDS 2003 pour le développement des ressources humaines au Kosovo (0,2 EPT)	ETF/Délégation de l'UE DG ENTER Délégation de l'UE AER AER	7,5 EPT + 0,5 x Responsable du département + Secrétaire = 9 EPT	3,7 EPT	1 300 000		1 113 500 ⁸

⁷ Ceci est une estimation du développement de l'expertise et des activités de groupes ciblées dans les départements opérationnels.

⁸ Concerne le PT, le collège consultatif, la documentation, la publication et la traduction.

	Commentaires sur les rapports initiaux et sur les rapports d'avancement – Serbie et Monténégro (0,4 EPT)	AER				
	Mission de suivi avec l'AER du projet CARDS 2002 de développement des ressources humaines en faveur des chômeurs en Serbie (0,2 EPT)	AER				
	Participation à l'évaluation d'appels d'offres dans le cadre du projet CARDS 2003 de réforme de la formation professionnelle et mission d'identification de projet dans le cadre du projet CARDS 2004 pour l'emploi au Kosovo (0,3 EPT)	AER				
	Contribution aux nouveaux programmes indicatifs pluriannuels européens 2005-2006 (0,4 EPT)	DG Relex				
	Contribution au rapport annuel sur le processus de stabilisation et d'association	DG Relex				
	Publication de la première série de bulletins d'information sur les activités de la Fondation dans les Balkans occidentaux (0,2 EPT)	DG Relex/EuropeAid				
	Examens entre pairs en BIH et dans l'ARYM (0,6 EPT)	ETF/Min. de l'Éducation				
3110 Analyse information	Signature de nouveaux contrats cadres avec les observatoires nationaux et accord sur les plans de travail (0,7 EPT) Amélioration de la qualité des rapports des observatoires qui ont produit en automne 2003 des rapports plus concis et plus ciblés (0,7 EPT)	ETF GB		1,4 EPT		
3120 Activités de développement	<u>Organisation de l'apprentissage et de la formation des enseignants (0,7 EPT)</u> Séminaire TTnet dans les Balkans occidentaux organisé avec succès à Skopje – participation de 16 pays Projet de micro-développement (Serbie, Monténégro, Roumanie) réalisé avec succès <u>Stratégies en matière d'apprentissage des adultes dans le contexte de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie (Croatie, Serbie, Monténégro, Kosovo) (0,6 EPT)</u> Création dans tous les pays d'équipes nationales consacrées à l'apprentissage des adultes Rapports d'inventaires sur l'apprentissage des adultes achevés par la Serbie et le Monténégro Réunions de définition des stratégies organisées par les équipes de la Serbie et du Kosovo <u>Cadre national de qualification (0,6 EPT)</u> <u>Production de rapports documentaires par chaque pays</u> Production par des experts externes de rapports d'évaluation par pays (Macédoine, Monténégro, Serbie, BIH et Albanie) <u>Développement économique local pour l'emploi en Albanie et au Kosovo (projet LEEDAK) (0,5 EPT)</u> Partenariat local dans le cadre du projet LEEDAK instauré dans la région de Lezha (Albanie) et de Kamenica (Kosovo) Formation préparatoire Visites d'études en Italie et en Irlande	ETF GB		2,4 EPT		

Tempus	Sélection d'environ 35 projets européens communs et de 100 projets de mobilité individuelle (1,5 EPT) Suivi régulier des projets Cards en cours par le contrôle des agents administratifs et conseils (1,5 EPT) Financement de 230 projets Cards, suite à l'évaluation financière et l'évaluation du contenu des rapports annuels et finaux (1 EPT) Préparation, participation et suivi concernant des réunions avec les représentants du projet européen commun Cards en cours «Rome 9/03». Préparation, participation et suivi concernant des visites de contrôle sur le terrain concernant 6 projets en cours (0,1 EPT) Préparation, participation et suivi concernant des campagnes d'information en Albanie, en Croatie, en Macédoine, en Serbie et au Monténégro (0,2 EPT) Développement informatique: développement de formulaires de candidature électroniques. Extension de la base de données Tempus afin de permettre l'évaluation électronique (0,2 EPT) Informations générales et matériel de promotion fournis sur une base régulière (0,5 EPT)	5 EPT	605 000			
Transversal ⁹	Éducation et apprentissage tout au long de la vie: conception et lancement de projets en matière d'apprentissage des adultes dans 4 pays des Balkans occidentaux, séminaire sur le cadre d'évaluation de l'apprentissage des adultes Marché du travail: documents d'information, contributions au collège consultatif, séminaires internes Qualifications au niveau des entreprises: séminaire sur le partage des connaissances, contribution au collège consultatif, soutien aux départements opérationnels Processus en matière d'apprentissage et de formation professionnels: atelier international, rapport, contribution au collège consultatif	2 EPT	245 000		30 167	
Soutien administratif	Départements Finance, Juridique, Personnel, Systèmes informatiques et techniques, et une partie du Département Communication externe	8 EPT	482 167	367 000		
Soutien organisationnel	Direction, Département Planning, Contrôle et évaluation et une partie du Département Communication externe	2,625 EPT	290 000			
TOTAL		26,625 EPT	2 922 167	367 000	1 143 667	
TOTAL CARDS = € 4 432 834						
Retour sur investissements – MEDA RELEX – B7-664/ 2003						
Catégorie	Principaux résultats	Initiateur	Personnel	Frais de personnel	Administration et infrastructure	Coûts du projet
3100 Soutien à la Commission	TDR et autres documents pour le lancement de programmes Meda dans le cadre de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels au Maroc et en Égypte (0,3 EPT) Identification et étude de faisabilité du programme de modernisation de l'enseignement et de la formation professionnels en Syrie (1,2 EPT)	Délégation CE AidCo	+ 8 Responsa 5,8 EPT	1 300 000		1 280 000 ¹⁰

⁹ Ceci est une estimation du développement de l'expertise et des activités de groupes ciblées dans les départements opérationnels.

¹⁰ Concerne le PT, le collège consultatif, la documentation, la publication et la traduction

	Synthèse analytique du système de la formation professionnelle et du marché du travail en Tunisie et en Égypte (1 EPT)	AidCo					
	Étude documentaire sur la formation et le développement des ressources humaines dans le contexte du développement local: inventaire des activités en cours et planifiées soutenues par l'UE avec un élément local, révision du cadre institutionnel pour le développement local en Jordanie et en Algérie (0,6 EPT)	AidCo					
	Soutien au gouvernement du Yémen dans le cadre du développement d'une stratégie pour la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels: en coopération avec la Banque mondiale, étude du système d'enseignement et de formation professionnels au Yémen, proposition de domaines prioritaires stratégiques dans le cadre de la réforme, contribution à la réorientation du programme européen de «Renforcement des domaines prioritaires de la formation professionnelle» au Yémen conformément aux orientations stratégiques proposées (0,9 EPT)	AidCo					
	Soutien technique dans le cadre de l'introduction de modalités d'apprentissage pilotes en Syrie: formation dispensée à 92 enseignants, élaboration d'un manuel de cours (1,3 EPT)	DG Relex					
	Étude sur l'e-apprentissage en Israël finalisée (0,1 EPT)	DG Relex					
	Soutien à la DG EAC dans l'organisation d'une conférence de diffusion sur «L'innovation en formation professionnelle: échanges d'expériences entre les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et l'Union européenne» (0,4 EPT)	DG EAC					
3110 Analyse de l'information	et Développement de la fonction d'observatoire: actions en matière de renforcement des capacités Jordanie: visites d'études réalisées avec succès, analyse du système de production des informations finalisée, poursuite de l'engagement des autorités locales (0,5 EPT) Syrie: confirmation du soutien des autorités syriennes à la création de l'observatoire, formalisation du jumelage entre la Syrie et la Jordanie (0,3 EPT) Maroc: identification du réseau des parties prenantes et travaux dans 3 secteurs choisis (0,3 EPT)	ETF GB		1,1 EPT			
3120 Activités de développement	<u>Action de recherche visant à analyser l'impact de la formation continue sur les performances des entreprises marocaines (demande des autorités marocaines) (0,6 EPT)</u> Projet pluriannuel 2003-2005. 2003: développement de la méthodologie scientifique en collaboration avec les experts locaux et européens. <u>Analyse commune en collaboration avec la Banque mondiale des questions liées à l'administration, le partenariat social et le secteur informel (0,5 EPT)</u> Sur la base de la méthodologie conçue en 2002, études sur la réforme de la formation professionnelle en Égypte, au Liban, en Jordanie et en Tunisie, rapports provisoires sur le secteur informel. Présentation des résultats préliminaires au collège consultatif 2003.	ETF GB		1,1 EPT			
Tempus	Sélection: 202 applications MEDA sélectionnées pour être financées par Tempus en 2003 (2,5 EPT) Suivi: 36 rapports évalués par les bureaux de surveillance. Soutien ad hoc à plusieurs centaines de projets (1,3 EPT) Développement informatique: développement de formulaires de candidature électroniques. Extension de la base de		5 EPT		300 000		

	données Tempus afin de permettre l'évaluation électronique des demandes (1 EPT) Participation à la conférence sur le lancement du programme MEDA Tempus à Alexandrie (Égypte) (0,2 EPT)					
Transversal¹¹	Éducation et apprentissage tout au long de la vie: conception et lancement de projets d'apprentissage des adultes dans 4 pays des Balkans occidentaux, séminaire sur le cadre d'évaluation de l'apprentissage des adultes Marché du travail: documents d'information, contribution au collège consultatif, séminaires internes Qualifications au niveau des entreprises: séminaire sur le partage des connaissances, contribution au collège consultatif, soutien aux départements opérationnels Processus en matière d'apprentissage et de formation professionnels: atelier international, rapport, contribution au collège consultatif	2 EPT	250 000			31 334
Soutien administratif	Départements Finance, Juridique, Personnel, Systèmes informatiques et techniques, et une partie du Département Communication externe	7 EPT	450 000		330 000	
Soutien organisationnel	Direction, Département Planning, Contrôle et évaluation et une partie du Département Communication externe	2,625 EPT	220 000			
		26,625 EPT	2 520 000		330 000	1 311 334
TOTAL MEDA = € 4 161 334						
Retour sur investissements – TACIS RELEX – B7-664/2003						
Catégorie	Principaux objectifs	Initiateur	Personnel	Frais de personnel	Administration et infrastructure	Coût du projet
3100 Soutien à la Commission	<u>Élaboration de fiches de projet et de TDR, contribution au suivi du contenu, commentaires sur les programmes indicatifs et les plans d'action (2 EPT);</u> Mission dans plusieurs pays pour produire des TDR et des fiches de projet dans le cadre de nouveaux projets et stratégies Tacis <u>Études approfondies sur l'enseignement et la formation professionnels et sa relation au marché du travail en Ukraine et en Moldova (recommandations de l'Ukraine servant déjà de base aux nouvelles fiches de projet) (0,5 EPT)</u> <u>Pour le «Renforcement des capacités des acteurs nationaux et régionaux en matière de conception et de mise en œuvre de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels» (0,5 EPT):</u> Participation de 20 agents des services de l'emploi moldoves à une formation pilote sur l'amélioration de la qualité Séminaires de diffusion moldoves et bélarussiens sur la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels en RU, Ukraine, Nord-Ouest de la Russie 2 modèles de structures organisationnelles en matière d'enseignement et de formation professionnels et un troisième en cours d'examen en Russie Séminaire sur l'introduction de la politique européenne dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels, notamment le processus de Copenhague Séminaire sur le rôle des partenaires sociaux dans le développement de normes au Kazakhstan	Délégations CE, Aidco DG Relex Délégations CE, DG EAC	Département Europe centrale et orientale: 6,5 + Responsable du Département +0,5 x Secrétaire = 8 3 EPT	1 199 000		1 151 000 ¹²

¹¹ Ceci est une estimation du développement de l'expertise et des activités de groupes ciblées dans les départements opérationnels.

¹² Concerne le PT, le collège consultatif, la documentation, la publication et la traduction

3110 Analyse et information	<u>Poursuite de la collecte et de la consolidation des informations par le réseau des observatoires nationaux (1,5 EPT), dont:</u> « <i>VET and employment reviews</i> » [Bilan de la situation de l'enseignement et de la formation professionnels et du marché du travail] (en russe et en anglais) au Kazakhstan, en Mongolie, au Kirgizstan et en Ouzbékistan Site web de l'observatoire pour diffuser et promouvoir les résultats du projet du réseau au Kazakhstan, en Mongolie et en Ouzbékistan Rapport sur le rôle des partenaires sociaux dans le domaine de l'enseignement professionnel en Mongolie	Délégations CE, ETF		1,5 EPT			
3120 Activités de développement	<u>Esprit d'entreprise dans l'éducation et la formation en Russie et en Ukraine (0,3 EPT):</u> conférence finale à St-Petersbourg en décembre: nouvelle culture d'entreprise et initiatives développées dans les deux pays et soutenues par les décideurs politiques <u>Réforme de l'enseignement et de la formation professionnelle dans le Nord-Ouest de la Russie (0,4 EPT):</u> conférence finale en octobre, à St-Petersbourg <u>Renforcement du partenariat entre les entreprises et les institutions de formation à la gestion (0,2 EPT):</u> troisième et dernière phase achevée: événements de formation et de diffusion impliquant 347 personnes et 20 institutions <u>Lancement des stratégies de formation pour le développement local en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirgizstan (1 EPT)</u> 3 rapports nationaux et régionaux prêts pour discussion en 2004 avec les parties prenantes locales et nationales, contribution au document de référence du collège consultatif <u>Lancement de l'évaluation de l'impact à long terme des activités dans le domaine de la formation à la gestion en Russie au cours de la dernière décennie (0,1 EPT):</u> Séminaire de brainstorming sur une journée avec les experts clés et l'aide d'un expert international Lancement de la recherche initiale dans ce domaine par un expert local	Délégations CE, DG Relex, Aidco, ETF		2 EPT			
Tempus	Sélection d'environ 50 projets européens communs et de 220 projets de mobilité individuelle (3 EPT) Suivi régulier des projets Tacis en cours par les agents de contrôle administratifs et conseils (2,5 EPT) Financement de 320 projets Tacis, suite à l'évaluation financière et l'évaluation du contenu des rapports annuels et finaux (2 EPT) Préparation, participation et suivi concernant des réunions avec les représentants du projet européen commun Tacis «Rome 9/03» (0,25 EPT) Préparation, participation et suivi concernant des visites de contrôle sur le terrain concernant 12 projets en cours, la plupart en RF (0,25 EPT) Préparation, participation et suivi concernant des campagnes d'information organisées en Ouzbékistan, dans la Fédération de Russie, au Turkménistan, au Tadjikistan et au Kazakhstan (0,5 EPT) Développement informatique: développement de formulaires de candidature électroniques. Extension de la base de données Tempus afin de permettre l'évaluation électronique (0,5 EPT) Informations générales et matériel de promotion fournis sur une base régulière (1 EPT)	10 EPT	1 240 000				

Transversal¹³	Éducation et apprentissage tout au long de la vie: conception et lancement de projets en matière d'apprentissage des adultes dans 4 pays des Balkans occidentaux, séminaire sur le cadre d'évaluation de l'apprentissage des adultes Marché du travail: documents d'information, contributions au collège consultatif, séminaires internes Qualifications au niveau des entreprises: séminaire sur le partage des connaissances, contributions au collège consultatif, soutien aux départements opérationnels Processus en matière d'apprentissage et de formation professionnels: atelier international, rapport, contributions au collège consultatif	2 EPT	240 000		29 000
Soutien administratif	Départements Finance, Juridique, Personnel, Systèmes informatiques et techniques, et une partie du Département Communication externe	8 EPT	522 833	404 000	
Soutien organisationnel	Direction, Département Planning, Contrôle et évaluation et une partie du Département Communication externe	2,625 EPT	320 000		
TOTAL		30,625 EPT	3 521 833	404 000	1 180 000
TOTAL TACIS = € 5 105 833					

¹³ Ceci est une estimation du développement de l'expertise et des activités de groupes ciblées dans les départements opérationnels.

ANNEXE 4: Tableau des ressources budgétaires et non budgétaires en 2003

ACTIVITÉ	Effectif total	RESSOURCES BUDGÉTAIRES euro				RESSOURCES NON BUDGÉTAIRES euro			
		Frais de personnel	Administration et infrastructure	Coûts opérationnels (missions comprises)	BUDGET TOTAL	Tempus (sur une base annuelle)	Conventions (sur une base annuelle)	Coopération des donateurs	Total des ressources non budgétaires
		(Titre 1)	(Titre 2)	(Titre)	(Titre 1+2+3)				
Soutien administratif	31	1 820 000	1 421 000	26 500	3 241 000				
Soutien organisationnel	10	979 000		250 000	1 229 000				
Pays candidats	8	1 000 000		900 000	1 900 000	1 200 000			1 200 000
Balkans occidentaux	9	1 200 000		1 213 500	2 413 000	30 300 000	160 000	500 000	30 960 000
Tacis	8	1 130 000		1 220 500	2 350 000	27 160 000	400 000		27 560 000
MEDA	10	1 200 000		1 380 000	2 580 000	1 200 000			1 200 000
Développement de l'expertise	8	970 000		150 000	1 120 000				-
Tempus	20	2 230 000		110 000	2 340 000				-
TOTAL	104	10 529 000	1 421 000	5 250 000	17 200 000	59 860 000	560 000	500 000	60 920 000

ANNEXE 5: Rapport du directeur sur les contrôles internes et les résultats des vérifications ex post

Rapport du directeur de la Fondation sur les contrôles internes et les résultats des vérifications ex post.

Résultats globaux

L'évaluation réalisée au sein de l'organisation a montré que les nouveaux circuits financiers constituent une amélioration et que le personnel financier est satisfait de leur fonctionnement. Les niveaux de contrôle, la diffusion des documents ainsi que la rapidité d'exécution et de suivi se sont améliorés. Après une période d'adaptation, le personnel de la Fondation profite désormais des avantages de ces nouveaux circuits.

La gestion des attestations de dépenses et l'organisation des justificatifs s'est considérablement améliorée. Le suivi de ces documents, aussi bien électronique que physique est désormais plus facile. À partir de son propre ordinateur, chaque utilisateur du système SI2 peut accéder directement à toutes les factures et justificatifs utiles. Par ailleurs, outre la gestion du flux de travail par le SI2 (et de façon connexe), un système parallèle de gestion des flux Lotus Notes assure l'initiation et la vérification opérationnelles. Il inclut également les courriers électroniques et toute autre correspondance entre les initiateurs opérationnels, les vérificateurs et les ordonnateurs et peut être suivi plus facilement qu'une fiche d'acheminement.

L'enregistrement des tiers dans le SI2 est désormais géré intégralement par l'unité Finances. Ceci garantit la cohérence des données et limite les erreurs relatives aux ordres de paiement électroniques automatiques à la banque via BOB, logiciel de comptabilité générale.

Pour satisfaire les exigences du nouveau règlement financier, un certain nombre de procédures de vérification ex post ont été lancées en octobre 2003, afin de fournir des évaluations et moyens de contrôle supplémentaires à l'ensemble de l'organisation.

Observations, conclusions et révisions des systèmes de contrôle et des circuits

Malgré le niveau de satisfaction générale et la qualité remarquée des nouveaux circuits financiers, l'exercice d'évaluation mené au cours des trois premiers mois de fonctionnement des nouveaux systèmes a mis en évidence certains problèmes. Ceux-ci ont été communiqués et traduits en propositions fermes pour améliorer encore le niveau et la qualité de la gestion financière à la Fondation. Un certain nombre d'actions seront entreprises pour traiter ces problèmes.

Conclusions

Les ordonnateurs des services centraux s'inquiètent du fait qu'il n'existe plus de dossiers sous format papier et que, dans la mesure où le SI2 ne fournit aucune

notification sur les visas en cours, certains engagements ou paiements pourraient bien rester «en veille» pour quelque temps.

Actions entreprises:

L'unité Finances a établi un rapport et une procédure visant à suivre les transactions en cours. Un membre de l'unité vérifie ces transactions régulièrement et envoie une note aux ordonnateurs concernés.

Les ordonnateurs délégués sont trop nombreux et malgré les avantages de la décentralisation des pouvoirs, le risque est de déléguer des pouvoirs à des ordonnateurs insuffisamment formés ou ignorant la réglementation ou les procédures financières. Il faut donc trouver un compromis entre la nécessité d'épauler les ordonnateurs et de conserver un groupe restreint de personnes bien formées, chargées des paiements et des engagements budgétaires.

Actions entreprises:

Une liste des ordonnateurs délégués qui ont signé très peu de transactions a été dressée; le directeur discutera de certaines délégations et pourra retirer celles susceptibles de ne pas garantir des contrôles adaptés. Il est proposé que les départements opérationnels et les services centraux trouvent un moyen d'optimiser les solutions de soutien entre eux.

Dans le cadre du système actuel, l'initiation opérationnelle des paiements est réalisée en répondant au courrier électronique envoyé suite à l'entrée des données par l'unité Finances, et en fournissant l'engagement et le numéro du tiers et/ou des commentaires supplémentaires. On peut suivre ces opérations dans la base de données de justificatifs Lotus Notes bien qu'il n'y ait pas de vérification «conforme aux faits» apparente. Il serait mieux et plus transparent d'insérer une case à cocher «conforme aux faits» ou «certifié correct» dans la page du justificatif. Les ordonnateurs pourraient ainsi vérifier rapidement si ce contrôle obligatoire a déjà été effectué.

Actions entreprises:

Il a été convenu que les modifications seront introduites dès que le développeur pourra apporter son aide.

Dans le cas de contrats cadres, en particulier ceux établis pour les experts, des préfinancements (paiements anticipés) peuvent être accordés au contractant. À certaines périodes de l'année et en fonction du nombre d'activités menées simultanément par les différents départements, la somme totale versée sous cette forme peut dépasser les 150 000 euros, et nécessiter une garantie bancaire du contractant. Il n'est pas acceptable d'être trop lourdement engagé sans aucune garantie collatérale du contractant et il faut éviter cette situation.

Actions entreprises:

Dans la nouvelle version du SI2, il est désormais facile de comptabiliser le montant versé aux contractants cadres sous forme de préfinancement. Auparavant, cette opération nécessitait un traitement et un contrôle presque entièrement manuels. L'unité Finances peut contrôler le niveau des préfinancements et exiger une garantie

bancaire lorsque le montant fixé par le règlement financier est sur le point d'être dépassé.

Au début de chaque trimestre, on note un manque de fonds temporaire mais récurrent sur les comptes bancaires de la Fondation. Malgré l'amélioration des flux de travail, la procédure relative au paiement des versements échelonnés correspondant aux subventions annuelles à la Fondation via les services de la Commission (DG Éducation et culture et DG Budget) est toujours lente. En conséquence, le solde du compte bancaire de la Fondation est parfois nul et il faut alors «geler» tous les paiements en cours. D'après le nouveau règlement financier, la Fondation peut être tenue de payer des intérêts au bénéficiaire sur les paiements effectués en sus des conditions contractuelles; cette situation n'est donc pas viable.

Actions entreprises:

La Fondation prévoira une réserve d'au moins 1 000 000 euros pour le premier versement échelonné de l'année. La Fondation fera part et discutera de ses préoccupations avec les services de la Commission au sujet de la politique actuelle qui, à notre avis, peut être appliquée aux contractants mais pas aux institutions européennes.

Résultats des «vérifications ex post»

Depuis octobre 2003, l'unité Finances a mené un programme pilote de «vérification ex post» relatif aux transactions financières en alternance et conformément à un calendrier, une politique et une procédure publiés. Les résultats des vérifications ex post sont accessibles en ligne à tout le personnel sur le portail Finances. Ces résultats sont également présentés et examinés régulièrement lors des réunions du réseau Finances et Approvisionnements.

Le vérificateur ex post évalue toujours la régularité et la conformité à la réglementation des transactions sous-jacentes (engagements, paiements, opérations de crédit) dans le cadre de ces vérifications. La vérification ex post inclut les contrôles suivants.

Incompatibilité des fonctions (agent initiateur/vérificateur): sur l'ensemble des transactions réalisées entre le 18 juillet et le 10 décembre, pour un seul ordre de paiement (PO 18616), un membre de l'unité Finances a signé en tant qu'initiateur et vérificateur. Cet agent a été informé du problème. Cette erreur doit être considérée comme un cas isolé, qui n'est pas imputable à des dysfonctionnements dans la structure ou les processus.

Limites des transferts: les limites établies dans le règlement financier concernant les transferts entre chapitres (10% des crédits initiaux) ont été respectées pour tous les transferts effectués en 2003. Les transferts du chapitre 24 à un autre ont légèrement dépassé (de 0,57 %) la limite de 10 % avec l'opération de crédit numéro 4986. Toutefois, il a été convenu d'agir sans demander l'accord formel du conseil de direction et des documents justifient cette décision.

Retards de paiement: toutes les échéances de paiement pour les transactions liées à des contrats signés après le 18 juillet 2003 ont été respectées. Les transactions vérifiées concernaient tous les paiements effectués jusqu'au 10 décembre.

Limites relatives aux contrats cadres: aucune limite relative à des contrats cadres n'a été dépassée.

Autres conclusions des vérifications ex post

Dans certains cas, les agents initiateurs n'appliquent pas correctement la réglementation sur les dates finales de mise en œuvre, que ce soit pour les engagements ou les différents types de paiement (par exemple plusieurs paiements uniques, paiements fractionnés). De plus, le système (SI2) permet au personnel de saisir des dates finales de mise en œuvre indéfinies.

L'unité Finances organisera une formation début 2004 afin d'expliquer les règles aux agents initiateurs et comment elles se traduisent en contributions opérationnelles dans le système SI2.

ANNEXE 6: Tableau des conventions Phare et Tacis pour 2003

PHARE

Ligne budgétaire de la Commission	Numéro de contrat de la Commission	Description	Total bourse + approbation utilisation intérêts	Engagement total %	Échéance engagement	Déboursement total	Déboursement total %	Échéance déboursement	Extension du déboursement	Gestion
1. Projet Royaumeont	B7-700/200/T	Promotion de la culture et des pratiques du dialogue social et civil	484 869,00	30,85%	30/06/02	427 637,36	88,20%	31/12/02	07/10/03	Centralisée
Total 1			484 869,00			427 637,36				

TACIS

Ligne budgétaire de la Commission	Numéro de contrat de la Commission	Description	Total bourse + approbation utilisation intérêts	Engagement total %	Échéance engagement	Déboursement total	Déboursement total %	Échéance déboursement	Extension du déboursement	Gestion
7. BI9801	00-0281	Contrat programme de développement de la société civile	1 250 000,00	100,00%	20/12/00	887 786,50	71,02%	20/12/02		Centralisée
Total 2			1 250 000,00			887 786,50				

TOTAL 1 + 2			1 734 869,00			1 315 423,86				
--------------------	--	--	---------------------	--	--	---------------------	--	--	--	--

ANNEXE 7: Tableau d'assistance technique au programme Tempus 2003

PHARE/CARDS

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
Tempus II & III Cards(TA)	Assistance technique Tempus Cards 2003/04	19/08/03	475 000,00	31/10/04	Centralisée
Tempus II & III Cards(TA)	Assistance technique Tempus Cards 2002	08/08/02	700 000,00	28/02/04	Centralisée
Total 1 en cours			1 175 000,00		

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
Tempus II Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 97	22/01/97	930 000,00	31/05/98	Centralisée
Tempus II Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 98	31/03/98	930 000,00	31/05/99	Centralisée
Tempus II Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 99	16/03/99	850 000,00	31/05/00	Centralisée
Tempus II & III Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 2000	24/03/00	810 000,00	31/05/01	Centralisée
Tempus II & III Cards (TA)	Assistance technique Tempus Cards 2001	27/04/01	600 000,00	30/05/02	Centralisée
Total 2 terminé			4 120 000,00		

Annexe 7: Tableau de l'assistance technique au programme Tempus 2003 (suite)

TACIS

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
Tempus II & III Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 2003/04	19/08/03	675 000,00	31/10/04	Centralisée
Tempus II & III Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 2002	8/08/02	840 000,00	28/02/04	Centralisée
Total 3 en cours			1 515 000,00		

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
WW 94.03/02.02/B003 (Compte clôturé)	Information, diffusion, contrôle	10/11/95	577 000,00	31/12/97	Centralisée
Tempus II Tacis (TA) (Compte clôturé)	Assistance technique Tempus Tacis 97	22/01/97	624 360,00	31/12/97	Centralisée
Tempus II Tacis (TA) (Compte clôturé)	Assistance technique Tempus Tacis 98	20/06/05	675 000,00	31/03/99	Centralisée
Tempus II Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 99	14/01/99	675 000,00	31/05/00	Centralisée
Tempus II & III Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 2000	24/03/00	675 000,00	31/05/01	Centralisée
Tempus II & III Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 2001	27/04/01	675 000,00	31/05/02	Centralisée
Total 4 terminé			3 901 360,00		

Annexe 7: Tableau de l'assistance technique au programme Tempus 2003 (suite)

MEDA

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
Tempus III Meda (TA)	Assistance technique Tempus Meda 2003/04	19/08/03	550 000,00	31/10/04	Centralisée
Tempus III Meda (TA)	Assistance technique Tempus Meda 2003	01/04/03	182 000,00	28/02/04	Centralisée
Total 5 en cours			732 000,00		
TOTAL EN COURS 1+3+5			3 422 000,00		
TOTAL TERMINÉ 2+4			8 021 360,00		
TOTAL FINAL 1+2+3+4+5			11 443 360,00		

ANNEXE 7A: Tableau des bourses accordées à Tempus 2003

PHARE

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
2003 Tempus II Cards	Projets Tempus Phare	4/09/02	354 890,00		Centralisée
2002 Tempus II Cards	Projets Tempus Phare	4/09/02	178 748,00	31/12/03	Centralisée
2001 Tempus II Cards	Projets Tempus Phare	19/04/02	14 105 436,00	31/12/03	Centralisée
2000 Tempus II Phare	Projets Tempus Phare	24/03/00	7 958 913,00	31/12/03	Centralisée
99 Tempus II Phare	Projets Tempus Phare	16/03/99	33 157 570,00	31/12/02	Centralisée
98 Tempus II Phare	Projets Tempus Phare	31/03/98	35 326 927,00	31/12/02	Centralisée
Total 1 en cours			91 082 484,00		

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
97 Tempus II Phare	Projets Tempus Phare	22/01/97	60 279 059,00	31/12/00	Centralisée
96 Tempus II Phare	Projets Tempus Phare	3/04/96	67 394 850,00	31/12/99	Centralisée
95 Tempus II Phare	Projets Tempus Phare	27/01/95	89 933 539,00	31/12/98	Centralisée
Total 2 terminé			217 607 448,00		

Annexe 7A: Tableau des bourses accordées à Tempus 2003 (suite)

TACIS

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
2003 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	4/09/02	375 200,00		Centralisée
2002 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	4/09/02	216 227,00	31/12/03	Centralisée
2001 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	18/04/02	15 320 347,00	31/12/03	Centralisée
2000 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	24/03/00	21 323 456,00	31/12/03	Centralisée
99 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	14/01/99	22 319 507,00	31/12/02	Centralisée
98 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	31/03/98	21 985 871,00	31/12/02	Centralisée
Total 3 en cours			81 540 608,00		

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
97 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	22/01/97	15 068 860,00	31/12/00	Centralisée
96 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	30/06/96	20 468 516,00	31/12/99	Centralisée
95 Tempus II Tacis	Projets Tempus Tacis	9/03/95	22 796 712,00	31/12/98	Centralisée
Total 4 terminé			58 334 088,00		

Annexe 7A: Tableau des bourses accordées à Tempus 2003 (suite)

MEDA

Ligne budgétaire de la Commission	Description	Date de la signature	Total bourse	Échéance déboursement	Gestion
2003 Tempus II Meda	Projets Tempus Meda	1/04/03	530 900,00		Centralisée
Total 5 en cours			530 900,00		
TOTAL EN COURS 1+3+5			173 153 992,00		
TOTAL TERMINÉ 2+4			275 941 536,00		
TOTAL FINAL 1+2+3+4+5			449 095 528,00		

ANNEXE 8: Membres du conseil de direction de la Fondation en 2003

Commission européenne	M. Nikolaus VAN DER PAS Directeur général DG Éducation et culture	Président
Commission européenne	M. Dirk MEGANK Directeur DG Élargissement	Membre
Commission européenne	M. David LIPMAN Directeur DG Relations extérieures	Membre
Autriche	M. Karl WIECZOREK Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit	Membre
Autriche	M. Reinhard NOBAUER Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Kultur	Suppléant
Belgique	M ^{me} Micheline SCHEYS Afdelingshoofd Beleidscoördinatie Departement Onderwijs Ministerie van Onderwijs en Vorming van de Vlaamse Regering	Membre
Danemark	M. Roland Svarrer ØSTERLUND Uddannelsesdirektor Ministère de l'éducation	Membre
Danemark	M ^{me} Merete PEDERSEN Conseillère en chef Département de l'enseignement secondaire Ministère de l'éducation	Suppléant
Finlande	M. Timo LANKINEN Conseiller du gouvernement Directeur de la formation et de l'enseignement professionnels Ministère de l'éducation	Membre
Finlande	M. Ossi V. LINDQVIST Université de Kuopio	Suppléant
France	M. Jean-Francois FITOU Délégué aux affaires européennes et internationales Ministère de l'emploi et de la solidarité	Membre

France	M. Jacques MAZERAN Chargé de mission à la DRIC	Suppléant
	Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie	
Allemagne	M. Dietrich NELLE Ministerialrat	Membre
	Bundesministerium für Bildung und Forschung	
Grèce	M. Jannis TOUTZIARAKIS Président	Membre
	Organisation pour la formation et de l'enseignement professionnels	
Grèce	M. Haralambos LOUKISSAS Directeur du département des relations européennes et internationales	Suppléant
	Organisation pour la formation et l'enseignement professionnels	
Irlande	M. Pdraig CULLINANE Administrateur général	Membre
	Labour Force Development Division, Department of Enterprise, Trade and Employment	
Irlande	M. Rory MC CLOSKEY	Suppléant
	Department of Enterprise, Trade and Employment	
Italie	M. Uberto VANNI D'ARCHIRAFI Capo dell'Ufficio VI	Membre
	Direzione generale per i paesi dell'Europa Ministero degli Affari Esteri	
Italie	M. Gian Giacomo MIGONE	Suppléant
	Università di Torino	
Luxembourg	M. Gilbert ENGEL Professeur-ingénieur	Membre
	Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	
Luxembourg	M ^{me} Edith STEIN Attaché économique	Suppléant
	Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg	

Pays-Bas	M ^{me} Rinette JULICHER Directrice de la formation professionnelle et pour adultes Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschappen	Membre
Portugal	D ^f Candida MEDIEROS SOARES Directeur général Ministère de la sécurité sociale et du travail	Membre
Portugal	M ^{me} Teresa MARTINS PAIXAO Présidente du comité de direction Instituto do Emprego e Formação Profissional	Suppléant
Espagne	M ^{me} María José MUNIOZGUREN LAZCANO Consejera Técnica de la Subdirección General de Formación Profesional Ministerio de Educación Cultura y Deporte	Membre
Espagne	D ^f Francisca María ARBIZU ECHAVARRI Directora del Instituto Nacional de las Cualificaciones Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales	Suppléant
Suède	M. Erik HENRIKS Conseiller spécial Ministère de l'éducation et des sciences	Membre
Royaume-Uni	M ^{me} Franki ORD Directrice de la politique européenne de formation European Union Division Department for Education and Skills	Membre

ANNEXE 9: Glossaire des codes pays

<i>États membres de l'Union européenne</i>		<i>Pays candidats / futurs États membres</i>		<i>Balkans occidentaux</i>		<i>Europe orientale et Asie centrale</i>		<i>Pays et territoires MEDA</i>	
A	Autriche	BG	Bulgarie	ALB	Albanie	ARM	Arménie	DZ	Algérie
B	Belgique	CZ	République tchèque	BIH	Bosnie et Herzégovine	AZB	Azerbaïdjan	EG	Égypte
D	Allemagne	CY	Chypre	MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine	BR	Belarus	IL	Israël
DK	Danemark	EE	Estonie			GEO	Géorgie	JO	Jordanie
E	Espagne	H	Hongrie	CRO	Croatie	KAZ	Kazakhstan	LB	Liban
F	France	LV	Lettonie	FRY	Serbie et Monténégro (République de Serbie, République du Monténégro)	KYR	Kirghizistan	MA	Maroc
SF	Finlande	LT	Lituanie			MOL	Moldova	PS	Autorité palestinienne
GR	Grèce	MT	Malte			MNG	Mongolie	SY	Syrie
I	Italie	PL	Pologne			RF	Fédération de Russie	TN	Tunisie
IRL	Irlande	RO	Roumanie	1244	Kosovo	TAD	Tadjikistan	YE	Yémen
L	Luxembourg	SK	République slovaque			TME	Turkménistan		
NL	Pays-Bas	SLO	Slovénie			UKR	Ukraine		
P	Portugal	TR	Turquie			UZB	Ouzbékistan		
S	Suède								
UK	Royaume-Uni								

ANNEX 10: Glossaire des acronymes et abréviations

AidCo	Commission européenne: Office de coopération EuropAid
CARDs	Programme d'assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation pour les pays des Balkans occidentaux
CE	Commission européenne
Cedefop	Centre européen pour la formation professionnelle
DG	Direction générale de la Commission européenne
DG EAC	Commission européenne: direction générale de l'éducation et de la culture
DG Empl	Commission européenne: direction générale de l'emploi et des affaires sociales
DG Elarg	Commission européenne: direction générale de l'élargissement de l'Union européenne
DG Relex	Commission européenne: direction générale des relations extérieures
AER	Agence européenne pour la reconstruction
BEI	Banque européenne d'investissement
FSE	Fonds social européen
UE	Union européenne
OIT	Organisation internationale du travail
MEDA	Programme d'assistance communautaire pour les partenaires méditerranéens
PANE	Plan d'action national pour l'emploi
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
Phare	Programme communautaire d'aide économique en faveur des pays partenaires d'Europe centrale et orientale
ReferNet	Réseau de référence et d'expertise du Cedefop.
ASA	Accord de stabilité et d'association (Balkans occidentaux)
SI2	SynCom 2 – système de comptabilité budgétaire commun de la Commission et l'Agence
PME	Petites et moyennes entreprises
Tacis	Programme communautaire d'assistance technique aux États d'Europe orientale et d'Asie centrale.
TDR	Termes de référence
TTNet	Réseau de formateurs d'enseignants et de formateurs. Créé par le Cedefop.
UAP	Unité d'appui au projet
BM	Banque mondiale
GT	Groupe de travail